

SciencesPo

CENTRE DE SOCIOLOGIE
DES ORGANISATIONS

The background features several abstract geometric shapes: a large red circle on the left, a large blue circle on the right, and a large red circle at the bottom right. There are also several circular areas filled with a grid of small dots in blue and red. Concentric circles and lines are visible in the top left and bottom right corners.

**RAPPORT
D'ACTIVITÉ
2021**



Sommaire

4 • MOT DU DIRECTEUR

5 • MEMBRES DU LABORATOIRE

- 5 — Direction
- 5 — Personnel de soutien à la recherche
- 6 — Chercheurs et chercheuses
- 8 — Doctorantes et doctorants
- 11 — Post-doctorantes et post-doctorants
- 12 — Autres membres

14 • FAITS MARQUANTS DE L'ANNÉE

- 14 — Déménagement à Saint Thomas
- 16 — Séminaire hors les murs
- 16 — Nominations/Distinctions
- 16 — Référents égalité femme homme et déontologie
- 17 — Science ouverte
- 18 — Ouvrages

21 • ACTIVITÉS DES AXES SCIENTIFIQUES

24 • PROJETS DE RECHERCHE

- 24 — Projets initiés en 2021
- 31 — Projets poursuivis en 2021

41 • MANIFESTATIONS SCIENTIFIQUES

- 41 — Séminaire doctoral
- 43 — Petits déjeuners/Débats
- 45 — Journées d'études/Séminaires

46 • LE CSO DANS LES MÉDIAS

47 • SOUTENANCES

49 • ASSOCIATION DES SOCIOLOGUES DES ORGANISATIONS

50 • OUVRAGES ET PUBLICATIONS

- 50 — Chercheurs et chercheuses
- 56 — Doctorants/Doctorantes
et Post-Doctorants/Post-Doctorantes

Mot du directeur



OLIVIER BORRAZ,
directeur du Centre de sociologie
des organisations (CSO)

Ce deuxième rapport d'activité correspond à une année charnière dans l'histoire du CSO. En effet, après plus de 40 années passées dans le bâtiment de la rue Amélie, nous avons déménagé dans les nouveaux locaux du 1 St Thomas. L'ensemble des personnels est enfin réuni sur un même site, qui plus est à proximité immédiate de nombreuses autres unités de recherche, et dans un lieu magnifique.

Cependant, là n'est pas le principal changement.

À l'occasion de ce déménagement, Martha Zuber a choisi de prendre « vraiment » sa retraite. Vraiment, car après avoir fait valoir ses droits à la retraite auprès du CNRS, Martha avait immédiatement repris des responsabilités au sein de la Society for the Advancement of Socio-Economics (SASE) comme directrice exécutive. Tout naturellement, le CSO lui avait offert la possibilité de conserver un bureau, trop heureux de continuer à travailler avec elle. Il suffit de comparer le nombre d'adhérents et la participation aux congrès annuels de la SASE entre le moment de sa prise de fonction et le moment où Martha a cessé son activité pour saisir ce qu'a été sa contribution au développement de cette association, qui est aujourd'hui l'une des grandes associations internationales de

sociologues. Nul doute que la présence et l'activité des membres du CSO au sein de SASE n'auraient été aussi fortes et dorénavant solidement ancrées sans ses encouragements bienveillants et continuels.

Martha rejoint le CSO pour travailler auprès de Michel Crozier, dont elle est de nombreuses années une proche collaboratrice. Elle enseigne également l'anglais au sein du DEA de sociologie de Sciences Po, et c'est là où je fais sa rencontre. Enfin, et peut-être surtout, Martha joue un rôle de passeur transatlantique, forte de ses liens étroits avec l'équipe du Center for European Studies de Harvard. Durant toutes ces années, on ne compte plus le nombre d'universitaires américains débarquant à Paris avec le nom et les coordonnées de Martha en poche: elle les accueille, nous met en contact avec eux, souvent autour d'un dîner chez elle, et contribue ainsi à tisser des liens étroits et durables. C'est grâce à Martha que j'ai ainsi pu faire la connaissance de Jonah Levy: nous avons ensemble étudié la vie politique à Besançon! Il demeure un grand ami. Martha aide également ceux qui se rendent aux Etats-Unis, les mettant en contact avec des collègues sur place et leur prodiguant ses conseils.

Bref, le CSO ne serait pas ce qu'il est sans Martha, et je dis cela avec le plus grand sérieux. Nous bénéficions grâce à elle de collaborations uniques avec des collègues américains: Peter Hall, Suzanne Berger, Arthur Goldhammer, Michèle Lamont, Frank Dobbin, Walter Powell, Neil Fligstein, Bruce Carruthers et Wendy Espeland, pour n'en citer que quelques-uns. Nous bénéficions également de ses questions insistantes pour nous obliger à clarifier et simplifier notre propos, de ses idées et initiatives pour publier ou accorder des entretiens, de ses liens étroits avec *French Politics and Society* puis *Sciences Humaines*,... Le rayonnement de notre laboratoire lui doit énormément.

Avec notre déménagement, une page se tourne mais Martha reste membre du CSO. Nous comptons encore sur elle pour nous aider à nous améliorer dans notre ouverture et notre visibilité. Et surtout sur sa bonne humeur permanente.

Membres du laboratoire

DIRECTION



OLIVIER BORRAZ
Directeur & Directeur
de recherche CNRS



**SOPHIE
DUBUISSON-QUELLIER**
Directrice adjointe & Directrice
de recherche CNRS



SIMON CORDONNIER
Secrétaire général

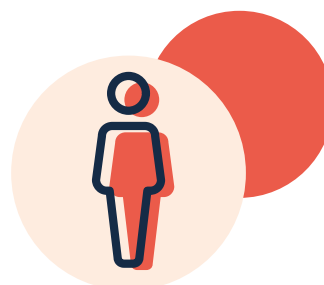
PERSONNEL DE SOUTIEN À LA RECHERCHE



SAMIA BEN
Chargée de communication



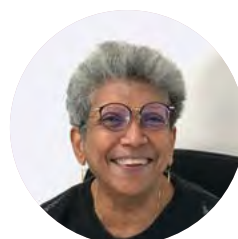
**VALÉRIE
BONNET-KEBBOUCHE**
Assistante



ANNA EGEA
Responsable des ressources
et de l'ingénierie documentaire



TASSNIM LESGUILLONS
Gestionnaire



PÉGUY PALAMY
Accueil et secrétariat

Chercheurs et chercheuses

JÉRÔME AUST

Chargé de recherche FNSP

► Thèmes de recherche

Élites et action publique, Inégalités dans l'enseignement supérieur et la recherche, Action publique et transformations de l'État

ANNE-LAURE BEAUSSIER

Chargée de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Analyse des politiques publiques, Politiques de santé en Europe et aux États-Unis, Etudes parlementaires, Analyse comparative (France, Royaume-Uni, États-Unis, Pays-Bas, Allemagne), Sociologie des risques, Régulation et gouvernance

DANIEL BENAMOUZIG

Directeur de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Santé, Action publique

HENRI BERGERON

Directeur de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Politiques publiques, Entrepreneuriat institutionnel, Organisation et santé

ÉMILIE BILAND-CURINIER

Professeure des universités

► Thèmes de recherche

Sociologie de l'action publique, Sociologie du droit et de la justice, Sociologie des rapports sociaux et des inégalités

OLIVIER BORRAZ

Directeur de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Gouvernement des et par les risques, Préparation à la et gestion de crise

PHILIPP BRANDT

Assistant professor

► Thèmes de recherche

Gouvernance et organisations économiques, Savoirs, sciences et expertise, Travail, emploi et profession

SYLVAIN BRUNIER

Chargé de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Sociologie des mondes agricoles, Santé au travail, santé environnementale, Connaissances, Science et expertise, Infrastructure de données et système d'information géographique

PATRICK CASTEL

Directeur de recherche FNSP

► Thèmes de recherche

Santé, Décision, Coopération

MARIE-EMMANUELLE CHESSEL

Directrice de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Histoire de la consommation, Histoire du patronat, Histoire des milieux chrétiens

RENAUD CRESPIN

Chargé de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Sociologie de l'action publique, Sociologie des sciences et des techniques, Sociologie du travail, Instruments et instrumentation de l'action publique

DIDIER DEMAZIÈRE

Directeur de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Travail, Chômage, Carrières

SOPHIE DUBUISSON-QUELLIER

Directrice de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Sociologie économique, Consommation, Développement durable

PIERRE FRANÇOIS

Directeur de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Art contemporain, Sociologie des marchés, Sociologie des professions

MARTIN GIRAudeau

Assistant professor

► Thèmes de recherche

Sociologie économique, Histoire des sciences et des techniques, Histoire du capitalisme

LÉONIE HÉNAUT

Chargée de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Sociologie du travail, Sociologie des professions et des groupes professionnels, Sociologie des organisations

JEAN-NOËL JOUZEL

Directeur de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Santé environnementale, Santé au travail, Production de l'ignorance

JEANNE LAZARUS

Chargée de recherche CNRS

► Thèmes de recherche

Sociologie de la banque, Consommation, Argent



27
membres
de la faculté
permanente

2
émérites

6
personnels
de soutien
à la recherche

40
chercheuses
et chercheurs associés

EMMANUEL LAZEGA
Professeur des universités

► **Thèmes de recherche**
*Sociologie des organisations,
Sociologie économique,
Sociologie des réseaux*

CLAIRE LEMERCIER
Directrice de recherche CNRS

► **Thèmes de recherche**
*Histoire de l'apprentissage
en France aux 18^e et 19^e siècles,
Formalisations juridiques des
relations entre entreprises, Histoire
des grandes entreprises en France*

KEVIN MELLET
Assistant professor

► **Thèmes de recherche**
*Sociologie des techniques
marchandes, Usages marchands
des technologies numériques,
Economie et régulation des
données personnelles*

CHRISTINE MUSSELIN
Directrice de recherche CNRS

► **Thèmes de recherche**
*Transformation de l'enseignement
supérieur et de la recherche dans
une perspective comparative*

ÉTIENNE NOUGUEZ
Chargé de recherche CNRS

► **Thèmes de recherche**
*Marchés de produits de santé,
Professions de santé, Politiques
de santé*

JÉRÔME PÉLISSE
Professeur des universités

► **Thèmes de recherche**
*Relations professionnelles,
Risques et santé au travail,
Droit du travail, Expertise,
Sociologie du droit*

OLIVIER PILMIS
Chargé de recherche CNRS

► **Thèmes de recherche**
*Sociologie économique,
Prévision macroéconomique*

GWENAËLE ROT
Professeure des universités

► **Thèmes de recherche**
*Sociologie du travail, Sociologie
des entreprises, Sociologie
des organisations*

SEAN SAFFORD
Associate professor

► **Thèmes de recherche**
*Sociologie économique,
Changement social, Innovations
techniques (NTIC), Développement
économique, Réseaux*

Doctorantes et doctorants

CRYSTALE AOUNIT

► Sujet de thèse

Une sociologie de l'acné à travers ses médicaments: prescription, régulation et controverses

► Co-directions

Patrick Castel
et Emmanuel Langlois
(Centre Emile Durkheim –
Université de Bordeaux)

VALERIE ARNHOLD

► Sujet de thèse

Les politiques de la normalité.
Sociologie des accidents
nucléaires et de leur
gouvernement, 1979-2019

► Direction

Olivier Borraz

ALIÉNOR BALAUDÉ

► Sujet de thèse

La fabrique de l'excellence.
Sociologie d'une politique
de mise en compétition des
universités: l'Exzellenzinitiative
allemande (2004-2017)

► Co-direction

Christine Musselin et Jérôme Aust

MAXIME BESENVAL

► Sujet de thèse

Investir un travail fragmenté:
l'écriture scénaristique en actes.

► Direction

Gwenaële Rot

ULYSSE BICAL

► Sujet de thèse

Apprendre le français pour
(s')intégrer? Unicité et diversité
des dispositifs de formation
linguistique aux migrants

► Direction

Gwenaële Rot

ANAÏS BONANNO

► Sujet de thèse

«Salarié.e.s, syndicats et
directions face à l'Inspection du
travail: quels usages du droit?»

► Co-direction

Sophie Bérout (Triangle)
et de Jérôme Pélisse

HUGUES BONNEFON

► Sujet de thèse

Fouiller? À quel prix? L'archéologie
préventive entre patrimonialisation
et mise en concurrence.

► Co-direction

Didier Demazière et Philippe
Bezes (CEE)

LOUISON CARROUÉ

► Sujet de thèse

Vendre «de l'IA»: le rôle
des intermédiaires marchands
dans la structuration du marché
de l'intelligence artificielle

► Direction

Henri Bergeron

BRIANNE DUBOIS

► Sujet de thèse

Les ateliers d'artistes
contemporains. Analyse des
réseaux de production artistique.

► Co-direction

Pierre François et Olivier Roueff
(Université Paris 8)

JEAN ECOBICHON

► Sujet de thèse

La réalisation du Grand Paris
Express par la Société du Grand
Paris. Grandeur et contestation
d'un acteur institutionnel

► Direction

Henri Bergeron

DAMIEN GARCIA

► Sujet de thèse

Les intermédiaires de la cause
environnementale.
La structuration d'une offre
juridique dans le champ du droit
de l'environnement de 1970
à nos jours en France

► Co-direction

Jean-Noël Jouzel et Jérôme
Pélisse

CHARLOTTE GLINEL

► Sujet de thèse

Les forêts au service de la lutte
contre le réchauffement
climatique. Sociologie de la
gouvernance et de la mesure
du stockage carbone des forêts.

► Co-direction

Sylvain Brunier et Jean-Noël
Jouzel

PAULINE GRIMAUD

► Sujet de thèse

Travailler le dimanche et la nuit:
négociations et contestations
d'une injonction temporelle
grandissante.

► Direction

Jérôme Pélisse

VINCENT HIMMER

► Sujet de thèse

Pratiques du capital dans le
champ de l'investissement social.

► Co-direction

Martin Giraudeau et Pierre
François

ALEXANDRA HONDERMARCK

► Sujet de thèse

Une «nébuleuse végétarienne». Sociologie historique des pratiques de consommation végétariennes (1880 – 1940).

► Co-direction

Sophie Dubuisson-Quellier et Marie-Emmanuelle Chessel

CLARA JACQUOT

► Sujet de thèse

L'action des collectivités locales en santé publique: des choix stratégiques à la production d'inégalités

► Direction

Daniel Benamouzig

NOÉ KABOUCHE

► Sujet de thèse

Doing well by doing good? L'implantation d'une nouvelle pratique de la finance durable: l'impact investing à Genève.

► Co-tutelle

Sophie Dubuisson-Quellier et Philip Balsiger (Université de Neuchâtel)

LUCIE KRAEPIEL

► Sujet de thèse

Concevoir et organiser la prise en charge ambulatoire des pathologies cardiaques: une comparaison de politique publique entre la France et l'Allemagne

► Direction

Patrick Castel

ISAAC LAMBERT

► Sujet de thèse

Les juges français de la propriété intellectuelle dans la construction de la Juridiction Unifiée du Brevet européen: Contribution à une approche sociologique d'un processus d'institutionnalisation supranationale multi-niveaux.

► Direction

Emmanuel Lazega

CÉCILE LAVIER

► Sujet de thèse

Repenser la «réticence vaccinale»: étude comparée des vaccinations HPV et VHB

► Direction

Henri Bergeron

STÉPHANE LAVOPIERRE

► Sujet de thèse

Comprendre la politique d'extension de la couverture maladie: le cas des soins dentaires

► Co-direction

Daniel Benamouzig et Patrick Hassenteufel (Université de Saint Quentin en Yvelines)

JULIE MADON

► Sujet de thèse

Faire durer ses objets. Pratiques, ressources et négociations des consommateurs pour ralentir l'obsolescence.

► Direction

Sophie Dubuisson-Quellier



35

doctorantes
et doctorants

AMÉLIE MARISSAL

► Sujet de thèse

Structuration et restructuration de l'emploi international à La Haye.

► Direction

Claire Lemerrier

FRANCESCO SABATO MASSIMO

► Sujet de thèse

Amazon: Travail et capital monopoliste au XXI^e siècle. Une enquête comparée sur l'organisation du travail et les conflits syndicaux dans la logistique du commerce en ligne en France, Italie et États-Unis.

► Direction

Jérôme Pélisse

MARION MICHEL

► Sujet de thèse

Orienter vers des pratiques écologiques: le marché de la prescription de consommation durable sur les réseaux sociaux numériques.

► Direction

Sophie Dubuisson-Quellier et financée par l'ADEME

NOÉMIE MORIZE

► Sujet de thèse

Co-construire des financements expérimentaux pour réformer les soins primaires: une analyse de politiques publiques expérimentales à la croisée entre sociologie de l'action publique et des groupes professionnels

► Co-direction

Patrick Castel et Cécile Fournier (IRDES)

IRÈNE ONDARÇUHU

► Sujet de thèse

Faire une thèse Cifre en sciences humaines et sociales: la socialisation des doctorants en jeu

► Co-direction

Christine Musselin et Françoise Thibault, docteure et chercheure en sciences de l'information et de la communication

JULIE OUDOT

► Sujet de thèse

Entre protection et activation des politiques sociales, Les transformations de l'État social français au prisme du RSA et RUA.

► Direction

Jeanne Lazarus

LUS PRAUTHOIS

► Sujet de thèse

La reconnaissance juridique des parents LGBT depuis 2013 en France.

► Co-direction

Céline Bessière (Dauphine PSL) et Émilie Biland-Curinier

SUZANNE QUINTIN

► Sujet de thèse

Les appropriations locales des politiques de genre en France et au Portugal

► Co-direction

Bleuwenn Lechaux (Rennes 2) et Émilie Biland-Curinier

CHARLES REVEILLERE

► Sujet de thèse

Les grands projets de rénovation urbaine.

► Co-direction

Claire Lemerrier et Jérôme Pélisse

NATHAN RIVET

► Sujet de thèse

Instrumenter la production de l'enfermement. Genèse, circulation, appropriations et conséquences de la gestion déléguée pénitentiaire.

► Direction

Jérôme Pélisse

MARIE SAUTIER

► Sujet de thèse

The Local Making of Internationalisation: Values of Academic Mobilities in Comparative Perspective (Switzerland-France)

► Co-tutelle

Christine Musselin et Nicky Le Feuvre (Université de Lausanne)

CHLOÉ SOCHA

► Sujet de thèse

La mondialisation des politiques de diversité des entreprises françaises: le cas des identités LGBT+

► Direction

Émilie Biland-Curinier

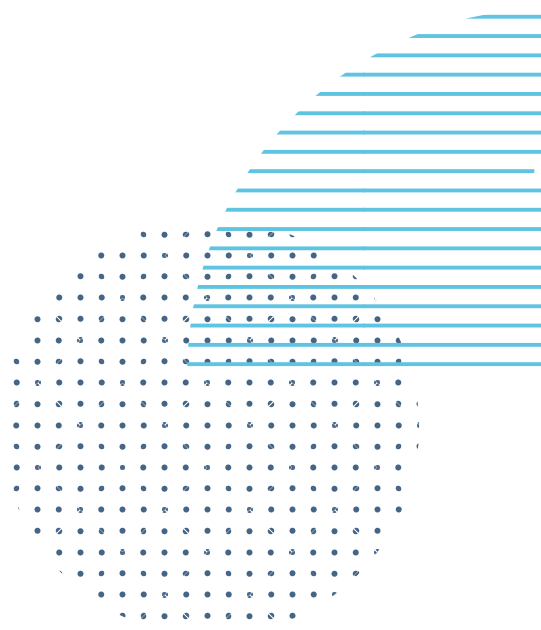
ARNAUD VENDEUR

► Sujet de thèse

À l'épreuve de l'insécurité de l'emploi. Les salariés et leurs parcours face à l'instabilité professionnelle.

► Direction

Didier Demazière



Post-doctorantes et post-doctorants

SERGE BENEST

De septembre 2020
à août 2022

Post-doctorant sur le projet
« Mapping French Economics »
avec Emmanuel Lazega, sous
la direction de l'Université
de Barcelone.

PIERRE-LOUIS CHOQUET

De janvier 2021 à décembre 2022

Post-doctorat dans le cadre
d'un financement Marie
Sklodowska-Curie, sous la
supervision de Martin Giraudeau.
Projet Transcorp: entreprises
transnationales et atteintes
aux droits humains.

ALINE DAILLIERE

De septembre 2021 à mai 2022

Assistante de recherche sur
le projet INJUVID: Injustices,
conflictualités et expériences du
droit en urgence sanitaire - ANR
2021 sous la direction d'Émilie
Biland-Curinié avec Jérôme
Pélisse et Fabien Jobard.

ALIZÉE DELPIERRE

De avril 2020 à décembre 2022
Post-doctorante sur le projet
européen H2020 «HECAT» sur
le chômage et l'emploi en
Europe, collaboration
internationale composée de
membres issus de neuf
institutions: <https://cordis.europa.eu/project/id/870702/fr>.

CLARA DEVILLE

De mars 2020 à décembre 2021

Post-doctorante sur le projet
«Marketing practices and ageing
populations to avoid financial
misselling» coordonné par Jeanne
Lazarus et Sabine Rozier (IRISSO)

CORENTIN DURAND

De septembre 2021 à août 2023

Post-doctorant sur le projet
«TAXLAW: The Authority of
Expertise in Professional Tax Law
Practice» sous la direction de
Marte Mangset et de Jérôme
Pélisse

CYRINE GARDES

De septembre 2021 à août 2022

Post-doctorante sur le projet
INJUVID: Injustices,
conflictualités et expériences
du droit en urgence sanitaire
sous la direction d'Émilie Biland-
Curinié avec Jérôme Pélisse
et Fabien Jobard.

SERVANE GUEBEN-VENIERE

De mars 2021 à février 2022

Post-doctorante au CSO, au sein
du projet ANR CrisOrg, dirigé par
Olivier Borraz.
Projet: Analyser la réaction des
différentes organisations
à la crise de la COVID-19.

TAMAR KHUCHUA

De novembre 2020 à octobre 2023

Post-doctorante au sein du projet
ANR-DGF UNIFIED dirigé par
Emmanuel Lazega

FRANÇOIS LACHAPPELLE

De septembre 2021 à août 2023

Post-doctorant au sein du projet
UNIFIED «From local diversity to
transnational institutionalization:
the emergence of the european
unified patent court» dirigé par
Emmanuel Lazega

ALEXIS LOUVION

De 2021 à octobre 2022

Post-doctorant sur Les Data
Protection Officers (DPO) -
La formation d'un groupe
professionnel pour la Chaire
Good In Tech, associée à
Sciences Po et IMT Business
School et sous la responsabilité
de Kevin Mellet (Sciences Po /
CSO) et Emmanuel Baudoin
et Xavier Strubel (IMT Business
School).

ANNE MOYAL

De mars 2021 à février 2022

Post-doctorante sur le projet
ANR Organisations en crises
(CrisOrg)

MADELEINE SALLUSTIO

De novembre 2021 à octobre 2023

Post-doctorante CNRS sur le
projet: Conjuguer la perspective
de l'effondrement avec
l'engagement contestataire.
Le cas des «milieux autonomes»
européens analysés sous l'angle
des temporalités multiples -
Institut des Sciences Humaines
et Sociales du CNRS

BASTIEN SOUTJIS

De septembre 2021 à août 2022

Post-doctorant sur le projet ANR
POLAL consacré aux politiques
alimentaires en France sous la
direction de Sophie
Dubuisson-Quellier

CYNTHIA SRNEC

De septembre 2021 à 31 août 2022

Attaché Temporaire
d'Enseignement et de Recherche
(ATER) au Département de
sociologie de Sciences Po,
rattachée au CSO.

ALINE WALTZING

De septembre 2020 à 14 mars 2022

Post-doctorante sur le projet
« COVID-IN-UNI: les universités
françaises face au Covid (ANR
2020) » sous la direction
de Christine Musselin
et Stéphanie Mignot-Gérard

AUTRES MEMBRES

Invité.e.s



**SØREN LUND FRANDSEN,
DOCTORANT AU DÉPARTEMENT
D'ORGANISATION (IOA) DE LA
COPENHAGEN BUSINESS SCHOOL**

De septembre à décembre 2021

Søren Lund Frandsen étudie
l'évolution des réseaux d'experts
utilisés par les organisations
publics dans leur réponse
au développement de défis
mondiaux tels que le
changement climatique
et les maladies infectieuses
émergentes.



**MARTE MANGSET, CHERCHEUSE
INVITÉE ET ASSOCIATE
PROFESSOR À OSLOMET**

De septembre 2021 à août 2022

Marte Mangset travaille
actuellement sur une étude
comparative des connaissances
et des compétences qui
légitiment le pouvoir des élites
bureaucratiques en Grande-
Bretagne, en France
et en Norvège.

Elle gère le projet TAXLAW
auquel participent Jérôme
Pélisse et Corentin Durand.



**PAIGE PENDARVIS, DOCTORANTE
INVITÉE DE L'UNIVERSITÉ DE
PENNSYLVANIE**

De septembre 2021 à août 2022 et
est accueillie par Marie-Emmanuelle
Chessel.

Paige Pendarvis étudie l'histoire
de l'Europe moderne, en
particulier la France des XIX^e
et XX^e siècles. Ses recherches
portent sur l'émergence du
« droit au logement » dans le
Paris de la Troisième République
afin de comprendre le
développement historique des
« besoins » et des « droits »,
la relation entre eux et leur
impact sur la formation des
États-providence modernes.



UFRJ
UNIVERSIDADE FEDERAL
DO RIO DE JANEIRO

**SAMANTHA SALES DIAS,
DOCTORANTE INVITÉE DE
L'UNIVERSITÉ FÉDÉRALE DE RIO
DE JANEIRO**

De septembre 2021 à février 2022 et
est accueillie par Jeanne Lazarus.

Samantha Sales Dias étudie
le travail des influenceurs
numériques spécialisés dans
la finance et les investissements
et leur performance dans
l'espace social de l'éducation
financière au Brésil. Elle cherche
à comprendre comment ces
agents opèrent dans les médias
sociaux dans le but déclaré
d'éduquer les gens sur la finance
et de leur enseigner comment
gérer leur argent en temps
de crise économique.



16
post-docs



ELLIOT STOLLER, DOCTORANT À HARVARD UNIVERSITY

De septembre 2021 à juin 2022,
et est accueilli par Sophie
Dubuisson-Quellier

Ses recherches visent à apporter des idées pratiques et théoriques pour mieux aligner les institutions gouvernementales et économiques sur une distribution plus juste du pouvoir. Elliot Stoller examine de manière critique la façon dont les exercices du pouvoir sont vécus, justifiés et limités de manière normative et structurelle au sein des organisations et entre elles.

Stagiaires

Le CSO a accueilli au cours de l'année 2021 de nombreux stagiaires, dans deux cadres principaux :

Les stages d'initiation à la recherche, mis en place dans le cadre de la 3^e année du collège universitaire de Sciences Po. Il s'agit de stages à temps partiel durant un semestre pour découvrir les pratiques de la recherche et dans le cadre de stages de master plus classiques.

À l'automne 2021:

Orianne Lazerat avec Henri Bergeron, Sandy Neutel avec Patrick Castel, Nora Baron et Matthieu Brenaut avec Sophie Dubuisson-Quellier, Manon Pathier avec Etienne Nouguez, Claire Lacoume et Clothilde Marchaland avec Jérôme Pélisse.

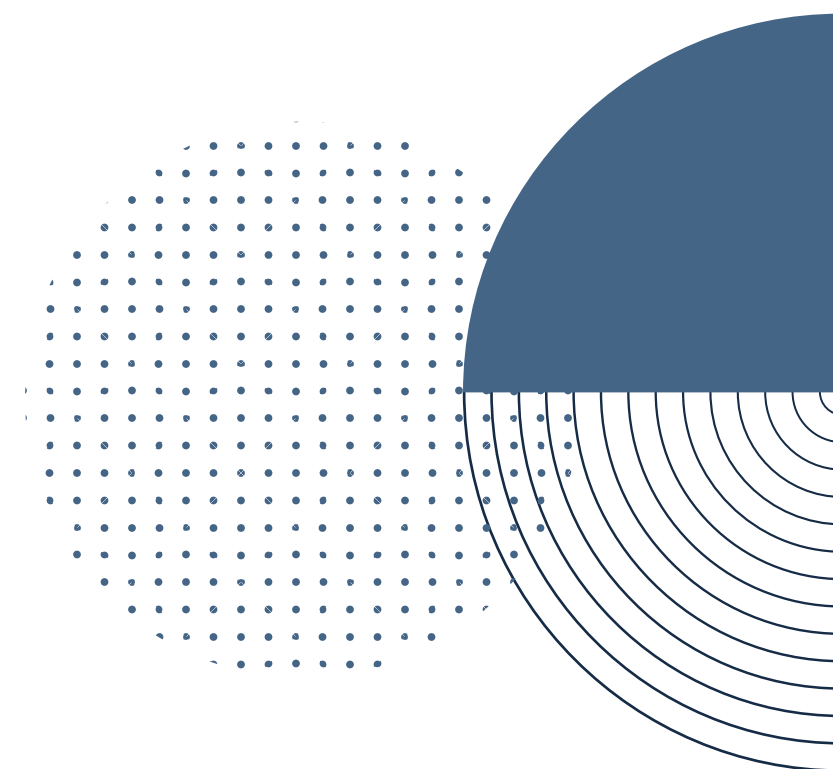
Les stages de Master recherche, sur des durées de 3 à 6 mois.

Thomas Bailly, avec Olivier Borraz; Hajar El Fahiti avec Didier Demazière et Alizée Delpierre

Vacataires

Des étudiantes et étudiants ont également été recrutés sur des vacations ou des contrats courts d'assistantat de recherche afin d'accompagner les chercheurs dans leurs travaux: Florie Bresteaux, Elias Habib, Felipe Busto Retamal, Hajar El Fatihi,

Clara Gervaise-Volaire, Yun Jiang, Pablo Têtedoie avec Christine Musselin, Hannah Schweren avec Philipp Brandt et Sophie Dubuisson-Quellier, Ava Jaouen avec Émilie Biland-Curinier, Paulo Gugelmo Cavalheiro Paulo avec Philipp Brandt, Mathilde Léonard avec Gwenaële Rot et Jeanne Lazarus, Bartholomey Konechni avec Jérôme Pélisse et Émilie Biland-Curinier, Théo Voldoire avec Martin Giraudeau et Jérôme Pélisse.



Faits marquants de l'année



Le CSO a quitté le 19 rue Amélie...

Le 23 décembre 2021, le Centre de sociologie des organisations a emménagé sur le nouveau campus de Sciences Po au 1 Place Saint-Thomas d'Aquin dans le 7^e arrondissement, après plus de 40 années passées rue Amélie. C'est en 1980, en effet, que le CSO s'installe au 19 rue Amélie, dans les anciens locaux des éditions Denoël. Le bâtiment est loué par le CNRS jusqu'en 2016, puis ensuite par Sciences Po. Nous l'avons partagé un temps avec le Centre d'Études Arctiques (CEA) de Jean Malaurie (et sa formidable bibliothèque) puis le Centre International de Recherche sur l'Environnement et le Développement (CIRED) dirigé alors par Olivier Godard. Puis grâce aux efforts d'Erhard Friedberg, nous avons pu occuper l'ensemble du bâtiment. Celui-ci est original dans sa structure avec l'aménagement pour une partie des bureaux dans une chapelle, des lambris, des fenêtres en ogives et des dédales de couloirs où le visiteur peut parfois se perdre. « Mal foutu », il offrait pourtant de nombreuses occasions de se croiser dans les couloirs ou dans le coin café, participant d'une ambiance conviviale à laquelle nous étions tous très attachés. Exposés au froid l'hiver, au chaud l'été, aux fuites d'eau et au bruit des voisins toute l'année, il n'en demeurait pas moins un espace de travail unique.

En 42 ans, le lieu est marqué par un grand nombre d'événements organisés dans la salle du rez-de-chaussée, notamment la tenue du séminaire hebdomadaire qui reste un élément fort de l'identité du CSO, mais également des moments festifs se terminant parfois tard dans la nuit.

Le CSO a également hébergé le secrétariat de SASE, notre partenaire historique, qu'a brillamment animé pendant de nombreuses années Martha Zuber.





Devant la croissance de ses effectifs, le CSO s'était également implanté sur d'autres sites : d'abord place St Thomas d'Aquin, rue de la Chaise, puis au 13 rue de l'Université et enfin au 84 rue de Grenelle.

Le 17 décembre, nous avons donc définitivement fermé la porte de notre adresse historique du 19 Rue Amélie. Symboliquement, ladite porte a choisi de rendre l'âme juste avant notre départ !

Depuis le 23 décembre, les équipes du CSO sont réunies sur un même étage, dans des bureaux neufs, au cœur d'un campus moderne sur un site historique magnifiquement rénové, proche des autres centres de recherche de Sciences Po. C'est une nouvelle page qui s'ouvre pour le CSO.

Conseil de laboratoire

Ulysse Bical et Noémie Morize ont été élus en octobre 2021, représentants des doctorant.e.s lors de la réunion de rentrée.

Sont élues également Alizée Delpierre et Anna Moyal en tant que représentantes des post-doctorant.e.s.

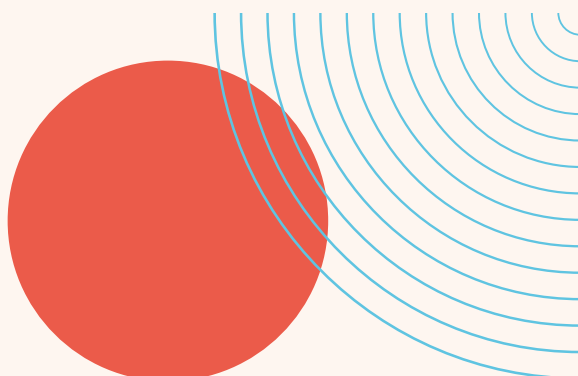
Emmanuelle MARCHAL



Emmanuelle Marchal a quitté le CSO en janvier 2021 et s'est vue décerner la médaille d'honneur du CNRS pour l'ensemble de sa carrière.

Emmanuelle Marchal a dirigé ses recherches vers l'analyse du fonctionnement du marché du travail en prenant pour point d'entrée la question du recrutement. Elle a développé de nombreux travaux sur la manière dont s'opèrent les mises en relation entre candidats et recruteurs, et sur la construction des jugements de compétences en mettant l'accent sur les incertitudes qui entourent les épreuves d'évaluation. Ses travaux, tant quantitatifs que qualitatifs, s'inscrivent dans une double filiation : celle de l'économie des conventions avec laquelle elle a noué des liens étroits sous la forme de nombreuses collaborations, et celle de la sociologie économique des marchés. L'accent est mis, d'un côté, sur ce qui contribue à faire tenir le marché du travail et à l'équiper (le rôle des dispositifs et des intermédiaires), à fonder la confiance et à stabiliser les transactions, et de l'autre, sur ce qui contribue à faire varier la valeur des candidats sur le marché.

Emmanuelle Marchal adopte également un point de vue comparatif, mettant en évidence l'évolution des modes de recrutement, les spécificités françaises et la variabilité des pratiques selon les types d'entreprises, d'emplois et de candidats.



Référents égalité femmes hommes et déontologie

2021 a été marquée à Sciences Po par une crise institutionnelle, qui a été l'occasion pour l'institution d'interroger ses dispositifs en matière de contrôle du respect de la déontologie d'une part, et de prévention des violences sexistes et sexuelles d'autre part.

Conformément aux recommandations des groupes de travail installés sur ces deux sujets, le CSO a décliné le dispositif en nommant des personnes référentes.

Sophie Dubuisson-Quellier a été nommée référente déontologie.

Son rôle est d'échanger avec les personnes s'interrogeant, dans le cadre de leur pratique professionnelle, sur les questions touchant à la déontologie et à l'éthique de la recherche.

Émilie Biland-Curinier et Sylvain Brunier forment, quant à eux, un binôme référent sur les questions touchant à l'égalité femme-homme. Ils sont en charge de relayer en interne, sans s'y substituer, les dispositifs mis en place à l'échelle de l'institution, et de se saisir des éventuelles difficultés qui leur remontraient concernant ces questions au sein du laboratoire.

Nominations/Distinctions

31 décembre 2021

Daniel Benamouzig nommé au grade de Chevalier de la Légion d'honneur sur proposition du Ministère de l'enseignement supérieur, de la recherche et de l'innovation.

31 décembre 2021

Sophie Dubuisson-Quellier nommée au grade de Chevalier de la Légion d'honneur sur proposition du Ministère de la transition écologique.

18 octobre 2021



Prix Prescrire 2021 décerné à Jean-Noël Jouzel pour son ouvrage « Pesticides. Comment ignorer ce que l'on sait ? » publié en 2019.

Christine Musselin a été nommée officier de l'ordre du mérite par décret du 31 décembre 2020. Nous avons attendu la cérémonie de remise pour faire l'annonce de sa nomination mais celle-ci a été reportée à plusieurs reprises en raison de la crise du COVID. Nous profitons de ce moment pour la saluer également.

Séminaire hors les murs (HLM)

Après avoir été contraints d'annuler notre traditionnel séminaire annuel hors les murs en 2020 à cause de la pandémie de Covid, nous avons pu renouer avec ce moment important pour la vie du laboratoire les 9 et 10 juin, au Moulin d'Andé.

Ce séminaire a permis d'aborder la toute dernière phase de l'ouvrage collectif « la société des organisations » qui sera publié en avril 2022, avec des relectures et discussions croisées des différents chapitres.

Il a aussi été l'occasion d'échanger sur la politique de science ouverte du laboratoire, à la fois du point de vue des publications mais aussi de celui des données, sujet qui a été au cœur des réflexions cette année et qui fait l'objet d'un focus dans ce rapport.



Science ouverte

En 2021, le CSO a poursuivi son action de formation et de réflexion autour des questions de science ouverte et de conservation des résultats de recherche, poursuivant ainsi son investissement sur l'enjeu crucial que représentent l'ouverture et le partage des connaissances

Déclarations de traitement et plans de gestion de données ont été rédigés de manière de plus en plus systématique, et ce dès le lancement des projets de recherche et des thèses, offrant un temps de réflexion et de concertation sur les différentes phases du cycle de vie des données. Les enjeux de conservation et de partage ont été discutés lors d'une présentation de l'entrepôt Data Sciences Po à l'AG du CSO de juin et d'une intervention de Thibaut Rioufreyt (Triangle - UMR 5206) sur la réanalyse d'enquêtes qualitatives lors d'un séminaire doctoral en septembre. A l'approche du déménagement du CSO, les archives scientifiques de chercheuses et chercheurs (Catherine Grémion, Emmanuelle Marchal, Jérôme Pélisse, Olivier Borraz) ont été versées aux Archives du CNRS et aux Archives de Sciences Po, et un contact a été pris avec le CDSP pour le partage de données d'enquêtes d'Emmanuel Lazega.

Le choix de HAL pour le signalement et la diffusion des publications scientifiques a généré un surcroît d'activité pour l'équipe de soutien du CSO et la DRIS. Les autrices et auteurs ont rapidement enrichi la collection HAL du CSO¹ (116 dépôts manuels en quelques mois), améliorant ainsi le référencement de ses publications.

Aujourd'hui, la collection HAL CSO compte plus de 2000 références, dont environ un tiers accompagné du texte intégral en libre accès. En 2021, ces publications ont cumulé 96 464 consultations et 101 848 téléchargements de fichiers. Les publications 2021 ont déjà été consultées 43 752 fois et les fichiers téléchargés 27 673 fois.

Outre ses activités propres sur ces sujets, le CSO est impliqué dans des réseaux et structures transverses :

- Anna Egea participe au pilotage des réseaux Renatis et Isore qui organisent des webinaires sur le partage des données qualitatives, la formation aux DMP, la collection HAL CNRS, les incitations pour davantage de texte intégral dans HAL, etc.
- à Sciences Po, un réseau d'ingénieurs conduit une réflexion sur la structuration des services, a rédigé des réponses à appel à projet et a conduit des projets de publications sur les data papers en SHS
- Claire Lemerrier est membre du Comité pour la Science ouverte

En 2022, la migration vers HAL touchera à sa fin. La préparation du rapport pour l'HCERES débutera à l'automne 2022. Un effort de formation sur les aspects juridiques et techniques visera à accroître le taux de publication en libre accès. Une réflexion sera conduite sur les possibilités de partage de matériaux qualitatifs et les problèmes qu'il soulève.

¹ <https://hal-sciencespo.archives-ouvertes.fr/CSO>

OUVRAGES PARUS EN 2021



Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles

Jérôme Pélisse, Jean-Noël Jouzel, Catherine Cavalin, Emmanuel Henry (Décembre 2020 (disponible à partir de 2021))

La sous-reconnaissance des maladies liées au travail constitue aujourd'hui, en France comme dans d'autres pays industrialisés, un fait social massif. Qu'il s'agisse de cancers provoqués par l'exposition à des produits toxiques, de troubles musculo-squelettiques induits par des postures répétitives ou par le port de charges lourdes, ou d'atteintes psychologiques associées à certains modes de management, les effets du travail sur la santé restent un problème insuffisamment pris en charge par les pouvoirs publics. Les dispositifs devant assurer leur reconnaissance et leur indemnisation ne fonctionnent pas de façon satisfaisante, rendant en grande partie invisibles les origines professionnelles de nombreuses maladies et décès. Cette situation n'est pas nouvelle. Elle perdure depuis le début du 20^e siècle malgré l'adoption, dans plusieurs pays occidentaux, de législations permettant d'indemniser les pathologies engendrées par les conditions de travail. Remarquablement résistantes à l'épreuve du temps, ces lois fondatrices structurent en effet toujours aujourd'hui le soubassement légal et épistémique de la reconnaissance des maladies professionnelles, continuant à s'avérer incapables de réparer correctement les maux du travail. Cet ouvrage rassemble des contributions d'historiens et de sociologues qui étudient les raisons de cette inertie, et donnent à voir les causes de la sous-reconnaissance chronique des maladies professionnelles, depuis les débats fondateurs jusqu'aux controverses contemporaines sur les dégâts que le travail peut induire pour la santé physique et mentale. Ces recherches ouvrent des pistes de réflexion pour revoir les modalités de la réparation de ces dégâts, et sortir de l'impasse que ceux-ci, depuis plus d'un siècle, occasionnent pour la justice sociale dans nos sociétés.

L'esthétique des Trente glorieuses – De la Reconstruction à la croissance industrielle

Gwenaële Rot et François Vatin (mars 2021)

On considère avec nostalgie les Trente glorieuses comme si, dans les années 1945-1975, avait régné l'abondance économique, alors qu'il fallait d'abord reconstruire un pays en ruine, mais on dénigre son bilan idéologique et culturel, qui aurait été dominé par une croyance illusoire au progrès. Pollution, urbanisme sans âme, matières plastiques imputrescibles, tels seraient les seuls legs de ce temps d'inconscience. Aussi, l'architecture et l'art monumental des Trente Glorieuses, encore mal-aimés, ont subi beaucoup de destructions et commencent à peine à être patrimonialisés. Or, comme le montrent les études réunies ici, en dépit de l'urgence de la reconstruction, on a accordé à cette époque une grande importance aux questions esthétiques. On faisait confiance aux nouveaux moyens techniques pour faire du beau moins cher à destination du plus grand nombre. Réunissant vingt-quatre spécialistes qui croisent leurs multiples terrains, cet ouvrage vise, non à défendre l'esthétique des Trente glorieuses, mais à la restituer dans sa complexité. Il invite le lecteur à regarder un peu différemment un passé trop proche pour qu'on puisse encore pleinement l'estimer.



Sociologie de l'argent

Damien de Blic, Jeanne Lazarus (février 2021)

L'argent est présent dans toutes les sphères de la vie moderne. Il conditionne l'accès aux biens matériels les plus essentiels et définit en grande partie les hiérarchies sociales. Cette nouvelle édition, largement remaniée, montre la place nouvelle qu'a prise l'argent dans les enjeux politiques et sociaux. La crise des subprimes de 2008 ainsi que l'accumulation massive d'argent par ceux que l'on nomme désormais les « ultrariches » ont récemment transformé notre regard sur l'argent. Sa centralité est plus que jamais l'objet d'interrogations collectives et de revendications.

Comment l'argent est-il devenu une source tout à la fois d'aliénation et de libération ? Pourquoi fait-il l'objet de condamnations morales récurrentes ? Les comportements face à l'argent diffèrent-ils selon les groupes sociaux ? selon le genre ? Comment circule-t-il au sein de la famille ? Quelles sont les conséquences de sa dématérialisation ? Telles sont quelques-unes des questions auxquelles propose de répondre une approche sociologique de l'argent.



Financiariser l'assurance

Enquête sur solvabilité II, Pierre FRANCOIS (juin 2021)



Après des décennies dominées par des logiques industrielles et commerciales, ce sont désormais les raisonnements de la théorie financière qui priment. Ce mouvement de financiarisation de la finance est décrit dans cet ouvrage à partir du cas d'école que constitue le secteur assurantiel.

Après un long siècle durant lequel le pouvoir des actionnaires s'est effacé derrière celui des managers, la finance est revenue au cœur du capitalisme contemporain. Les investisseurs captent désormais l'essentiel du profit et décident de l'orientation stratégique des grandes entreprises. Et après des décennies dominées par des logiques industrielles et commerciales, ce sont désormais les raisonnements de la théorie financière qui priment. Les banques et les sociétés d'assurances sont elles-mêmes transformées jusque dans leur fonctionnement ; elles poursuivent des objectifs et déploient des instruments profondément différents de ce qu'ils étaient il y a quarante ans.

Ce mouvement de financiarisation de la finance, ici décrit à partir du cas d'école que constitue le secteur assurantiel, s'explique en l'occurrence par la mise en œuvre de nouvelles règles du jeu par l'Union européenne : comme Bâle II et III pour le secteur bancaire, la directive Solvabilité II définit depuis 2016 un cadre prudentiel entièrement innervé par la théorie financière contemporaine, destiné à outiller l'actionnaire bien plus qu'à protéger l'assuré.

Faut-il légaliser le cannabis? pour les nuls – ça fait débat

Henri Bergeron et Renaud Colson (mai 2021)

La dépénalisation du cannabis conduit-elle à une augmentation de la consommation ?

La légalisation fait-elle disparaître le marché noir ?

S'accompagne-t-elle d'une explosion des troubles mentaux ?

Que nous apprennent les expériences étrangères de sortie de la prohibition ?

Autant de questions délicates qui ponctuent le débat sur la légalisation et la dépénalisation du cannabis depuis quelques années, et auxquelles Renaud Colson et Henri Bergeron apportent des éléments de réponse.





In the flow, Working in chemical and nuclear plants

Gwenaële Rot et François Vatin (avril 2021)

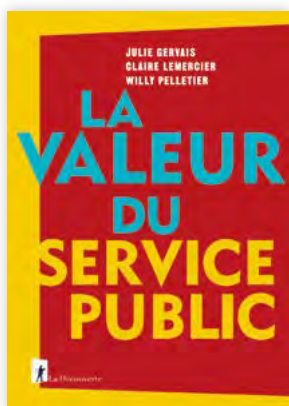
This volume takes a close look at monitoring activities in chemical and nuclear industrial processes. The authors document the day-to-day work in these sectors, asking simple questions: What are workers actually doing in a highly automated plant? How do they ensure that production is continuous and that the plant is safe? How do they combine their work on the facility itself and their remote work in the control room? How is the work of employees organized, given that their tasks cannot be consistently determined in advance? The analysis shatters the image of labor as physical toil or as a social constraint. As such, this detailed study of these industrial configurations gives us tools to question the changes underfoot in our work environments, far beyond nuclear and chemical plants. This book is written in clear, direct language, and includes numerous concrete examples and verbatim quotes from the authors' fieldwork. It is intended for social science and engineering students, as well as for professionals who are confronted on a daily basis with these new ways of organizing production.

Sociologie historique du capitalisme

Pierre François, Claire Lemerrier (janvier 2021)

Au cours de la dernière décennie, le mot « capitalisme » a fait un retour remarqué dans le débat politique et dans la recherche. Ce livre s'appuie sur les travaux les plus récents en histoire et en sociologie économiques pour raconter les trois âges du capitalisme, de la fin du XVII^e siècle à nos jours.

Ce récit permet de répondre à des questions concrètes et variées : comment la satisfaction des actionnaires est-elle devenue une valeur dominante ? L'ubérisation est-elle un retour au XIX^e siècle ? En quoi le commerce d'esclaves a-t-il contribué à la naissance du capitalisme ? Une finance chrétienne ou musulmane est-elle possible ? Qui a conquis les droits associés au salariat, et comment ? On apprend aussi qu'il n'y a pas vraiment eu de « révolution industrielle », que les dilemmes des mouvements de consommation engagée vers 1900 ressemblaient à ceux d'aujourd'hui, ou encore en quoi la crise financière de 2008 diffère de celle de 1929.



La valeur du service public

Julie Gervais, Claire Lemerrier, Willy Pelletier (octobre 2021)

Des décennies de casse sans relâche : les dernières crises sanitaire et économique en montrent l'ampleur et les dangers. Mais qui veut la peau du service public ? Pourquoi, et au détriment de qui ? Qui sont les commanditaires et les exécuteurs du massacre en cours au nom de la modernisation ? Quels sont leurs certitudes, leur langage, leurs bonheurs et leurs tourments ? Comment s'en tirent les agents du service public quand leurs métiers deviennent missions impossibles ? Comment s'en sortent les usagers quand l'hôpital est managérialisé, quand les transports publics sont dégradés ? Ce livre raconte les services publics : ceux qui ont fait vivre des villages et ceux qui ont enrichi des entreprises, les guichets où on dit « non » et ceux qui donnent accès à des droits. Il combat les fausses évidences qui dévalorisent pour mieux détruire – les fonctionnaires trop nombreux, privilégiés, paresseux. Il mène l'enquête pour dévoiler les motifs des crimes et leurs modes opératoires, des projets de réforme à leurs applications. On entre dans les Ehpad, aux côtés des résidents et du personnel soignant, on pousse la porte des urgences, on se glisse dans les files d'attente de la CAF ; on s'aventure dans les grandes écoles, on s'infiltré dans les clubs des élites, au gré de récits et d'images qui présentent les recherches universitaires les plus récentes.

Activités des axes scientifiques



Le Centre de sociologie des organisations a mené une réflexion collective en 2016-2017 autour de la restructuration de ses activités scientifiques. Celle-ci a abouti à l'identification de cinq axes scientifiques reflétant les questionnements qui se trouvent au cœur des travaux de recherche du laboratoire.

Ces cinq axes suggèrent d'une part la volonté de donner une plus forte visibilité à des problématiques ancrées de longue date dans les travaux du CSO, comme c'est le cas par exemple des travaux sur l'État, sur les phénomènes économiques ou encore sur la question du rôle des savoirs dans les fonctionnements de nos sociétés. D'autre part, ils indiquent un élargissement des perspectives vers des questionnements autour du travail et de l'emploi ou encore autour du rôle du droit et de la régulation dans les fonctionnements sociaux.



Gouvernance et organisations économiques

Responsables de l'axe
Étienne Nouguez et Olivier Pilmis

Lors de l'année 2020-21, l'axe «gouvernance et organisations économiques» a poursuivi les activités engagées les années précédentes, en s'efforçant de conserver son orientation comme «atelier» au sein duquel sont discutés des recherches et travaux en cours d'élaboration ou d'écriture, avec un focus plus particulier sur des revues de littératures ou des méthodes originales.

Au-delà de ces ateliers sur des travaux en cours, nous avons également réfléchi à l'organisation d'une nouvelle journée d'étude (après celle co-organisée par Jeanne Lazarus avec l'IRISSO sur «Les espaces publics et privés des politiques de la dette» en 2019 et celle co-organisée par Hugues Bonnefon et Isaac Lambert «Se faire

concurrence. De quel droit?» en 2020), sur la place des cycles dans les activités économiques. L'idée de cette journée d'étude est née à la suite de plusieurs présentations de membres de l'axe (Julie Madon sur l'obsolescence des objets, Sylvain Brunier et Samuel Pinaud sur les investissements agricoles, etc.) et il nous a semblé qu'il s'agissait d'un thème susceptible d'être investi par de nombreux membres du CSO mais également des collègues d'autres laboratoires travaillant sur les rythmes marchands ou productifs, les dynamiques de la consommation ou de l'innovation, voire les évolutions macroéconomiques dans une perspective d'histoire économique ou de sociologie. Nous sommes actuellement dans la phase d'organisation de cette journée qui devrait se tenir à l'automne 2022.



Droit, normes et régulation

Responsables de l'axe

Émilie Biland-Curiner, Claire Lemerrier et Jérôme Pélisse

L'axe «droit, normes et régulations» constitue un lieu d'échanges, de mises en commun et d'apprentissage collectifs autour de projets de recherche, de thèses, de textes canoniques ou innovants en sociologie du droit et de la justice, croisant les questions d'interactions entre science, organisation et droit, de régulations des marchés et des entreprises, des transformations de l'Etat et de ses instruments juridiques, des professions ou des intermédiaires du droit, ou des normes dans le domaine de la famille ou du travail. Il réunit une quinzaine de doctorantes et doctorants, de postdocs, de membres permanents et membres associés du CSO depuis 2017. Il organise des séminaires internes, journées d'étude et colloques ponctuels, comme celui qui s'est tenu en avril 2021 intitulé «Droits et temporalités».

Ce colloque est parti de la conviction que les recherches sur le droit gagneraient à accorder une place plus importante à sa dimension temporelle, pour saisir

la manière dont il se construit dans les pratiques des actrices acteurs et, réciproquement, comment il oriente les pratiques et contribue à constituer la réalité sociale. Ne s'intéressant pas seulement aux temporalités du droit judiciaire, mais aussi à leurs relations avec les usages ordinaires du droit tel qu'il est mobilisé dans des activités sociales relevant de domaines variés, ce colloque ne s'est pas non plus focalisé sur les périodes de crises. Organisé autour de trois axes (le droit comme cadre des temporalités; droit, temporalités et actions collectives; les rapports ordinaires au temps et au droit), l'appel à communication a généré l'envoi de 29 propositions. Dix-sept d'entre elles ont été retenues pour structurer un programme organisé en six sessions qui ont suscité à chacune des échanges approfondis, quoique en distanciel en raison de la crise sanitaire, durant deux jours en avril 2021. Deux dossiers regroupant chacun 6 à 7 articles sont en préparation, une première soumission à une revue ayant été réalisée en décembre 2021.



Action publique et transformations de l'État

Responsables de l'axe

Jérôme Aust et Daniel Benamouzig

L'axe «action publique et transformations de l'État» interroge les recompositions de l'État. Il réunit l'ensemble des membres du laboratoire intéressés par cette thématique travaillée dès la création du CSO. Au cours de l'année 2021, l'axe a donné lieu à l'organisation de cinq séminaires qui ont permis à ses membres de formaliser des projets collectifs ou d'échanger avec des chercheurs extérieurs au laboratoire et travaillant sur les restructurations de l'État.

En 2021, les activités de l'axe ont été largement consacrées à la préparation d'un ouvrage collectif sur les frontières de l'État. L'ouvrage réunit des doctorantes et doctorants, des post-docs, des chercheuses et chercheurs du laboratoire travaillant sur des objets différents, mais ayant en commun d'avoir croisé cette thématique sur leur terrain d'enquête. Présenté au cours d'un séminaire de laboratoire, le projet a donné lieu à un appel à manifestation d'intérêt auquel onze membres du laboratoire ont répondu. Des réunions collectives ont alors été organisées pour affiner la problématique

générale du livre et l'argument de chacun des chapitres le constituant. Les frontières de l'État y sont saisies dans une double dimension: elles sont considérées à la fois comme un lieu de clôture permettant de différencier l'État de ses vis-à-vis (firmes, autorités locales, institutions européennes ou internationales, organisations professionnelles...), et comme un lieu d'échanges et de transactions entre les représentants de l'État et les intérêts professionnels, sociaux ou économiques. En considérant que les frontières séparent et relie, il s'agit de tenir compte de la spécificité de l'État et de ses représentants, tout en ne les isolant pas des transactions sociales et politiques dans lesquelles l'action publique se fabrique. En réunissant des contributions portant sur des secteurs d'action publique et des périodes historiques différentes, l'ouvrage documente alors la variété des délimitations et des transactions frontalières, mais aussi certaines récurrences – comme par exemple l'organisation croissante des frontières de l'État. La préparation de l'ouvrage sera poursuivie en 2022 et devrait aboutir à une publication collective en 2023.

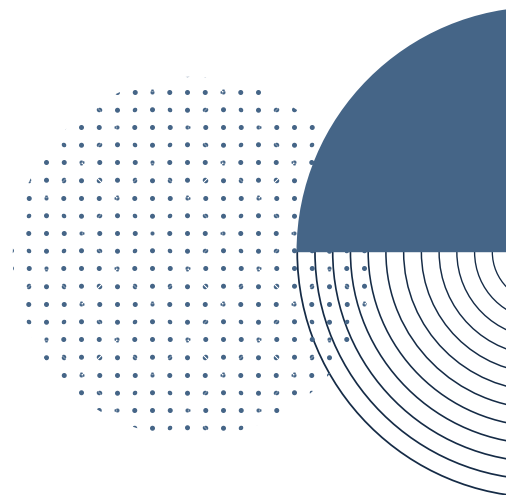


Savoirs, science et expertise

Responsables de l'axe
Renaud Crespin et Jean-Noël Jouzel

L'axe « savoirs, science et expertise » constitue un espace de partage pour membres du CSO intéressés par les questions relatives à la production et à la circulation des connaissances. Il est structuré autour d'un séminaire trimestriel. Certaines séances sont consacrées à des discussions collectives d'articles ou chapitres abordant des thématiques choisies. D'autres séances portent sur des articles en cours d'écriture par un ou plusieurs membres de l'axe. Enfin, une séance est coorganisée avec le séminaire général du laboratoire, offrant ainsi à une chercheuse ou un chercheur extérieur la possibilité de présenter ses travaux sur des thèmes relevant de l'axe.

Le séminaire de cet axe revêt donc plusieurs formes : discussions d'articles en cours de rédaction, invitation de collègues extérieurs, lectures en commun. Cette dernière modalité est la plus fréquente (une séance sur deux), elle constitue la marque de fabrique de l'axe. Les thèmes de ces lectures sont discutés collégialement et l'organisation de la séance est confiée à deux des membres de l'axe. Ceux-ci sont chargés de sélectionner des textes canoniques ou actuels sur la thématique envisagée (en 2021 : stratégies d'expertise, frontières des savoirs professionnels, enjeux de la cartographie) et d'introduire la discussion, chacune et chacun s'engageant à lire l'ensemble des documents. La séance prend la forme d'une discussion libre, au cours de laquelle chacun est encouragé à tracer des liens entre les textes lus et ses propres travaux. Ainsi, la séance de séminaire du 31 mars 2021 a été consacrée à deux articles de géographes portant sur la cartographie : un texte de John Pickles s'intéressant au lien entre systèmes d'information géographique et démocratie, et un article de Matthieu Noucher, Irène Hirt, Xavier Arnaud de Sartre proposant une approche critique des métrologies spatiales. Introduite par Sylvain Brunier et Charlotte Glinel, la discussion collective a permis de s'approprier une réflexion sur les modalités de diffusion et d'usage des technologies dans le champ de la géographie en particulier, et des sciences sociales en général. Cette séance a ainsi permis de construire et partager un regard critique sur des outils qui se donnent volontiers à voir sous un angle dépolitisé et neutre.



Travail, emploi et profession

Responsables de l'axe
Philipp Brandt et Léonie Hénaut

Les activités de l'axe « travail, emploi et profession » ont pour vocation de favoriser les échanges entre les membres du laboratoire intéressés par l'étude des parcours et des expériences des travailleurs et travailleuses, d'une part, et les enjeux d'organisation du travail et de coordination, d'autre part. Outre la participation de l'axe au séminaire doctoral, deux journées d'études ont eu lieu en mai 2021 sur les chantiers et la coopération en contexte patrimonial. Les réflexions entamées en 2020 à propos de l'usage des données numériques (LinkedIn, Facebook, annuaires, intranet, systèmes d'information et autres ressources en ligne) dans nos enquêtes se sont poursuivies à travers l'organisation de plusieurs séminaires pendant lesquels huit membres de l'axe ont présenté leurs travaux sur des sujets aussi variés que la sphère « green » sur Instagram, les salariées des organisations de l'art contemporain, les juristes internationaux, les inspecteurs généraux des affaires sociales, les praticiens du droit fiscal ou encore les livreurs à vélo. Quelles données et pour quels objectifs ? Quelles difficultés dans la collecte et dans le traitement, qualitatif et quantitatif, de ces données ? Quelles limites pour l'analyse sociologique du travail, des carrières et des groupes professionnels ? Tels sont les questions qui guident nos discussions, notre objectif étant de produire ensemble un cadre d'analyse des modalités pertinentes d'observation du travail permises par ces données, qui ont la particularité d'être produites en abondance par les personnes elles-mêmes, en situation de travail, mais aussi, et par conséquent, d'être très contraintes dans leur format par les sites et les bases de données pour lesquels elles sont produites.

Projets de recherche

Projets initiés en 2021

AVOCONSEILS: accès à la justice et défense devant les hautes cours. le rôle des avocats aux conseils



Ce projet, financé par l'Agence Nationale de la Recherche sur 3 ans, est coordonné par Liora Israël du Centre Maurice Halbwachs. Prévu pour se dérouler sur trois ans (octobre 2021-octobre 2024), il sera conduit également par Claire Lemerrier, historienne de la justice et des marchés au CSO et Laure Blévis, maîtresse de conférences à l'Université Paris Nanterre (ISP), sociologue du droit et des migrations, avec l'appui d'Ana Maria Falconi, recrutée comme ingénieure de recherche au CSO pour un an sur ce projet.

En partant de l'arrêt Diop du Conseil d'Etat le 30 novembre 2001, par lequel le caractère discriminatoire du gel des pensions des anciens

combattants issus des anciennes colonies françaises est reconnu. Comme tous les arrêts devant cette cour, comme devant la cour de cassation, cette affaire a mobilisé des avocats aux conseils, profession distincte de celle des avocats à la Cour, qui possède depuis l'Ancien Régime le monopole de la défense devant les hautes cours françaises, et pourtant presque inconnue du grand public.

À partir de cet exemple, il s'agit de comprendre comment la famille d'un ancien tirailleur sénégalais parvient à trouver l'avocat aux conseils qui portera son cas devant le Conseil d'État, et comment cet avocat l'y défend-il ?

Pour répondre correctement à cette question, il faut à la fois connaître cette profession si particulière et la manière dont on peut y avoir recours. Pour aborder ces deux aspects, le projet repose sur trois volets principaux : premièrement, une étude systématique des trajectoires et de l'activité professionnelles des avocats aux conseils (sur le temps long) et des controverses autour de cette profession et de son rôle de filtre du contentieux ; deuxièmement, un travail plus ethnographique sur les trajectoires d'accès au droit des justiciables et les dispositifs supposés les faciliter (aide juridictionnelle, commissions d'office notamment) ; troisièmement, une étude focalisée sur les recours des étranger-es devant le Conseil d'État. Cette étude portant sur une population spécifique pourra de ce fait être plus approfondie et permettre de comprendre les inégalités d'accès au droit entre étranger-es, selon, par exemple, la nationalité, le genre, la situation matrimoniale, le lieu de domicile en France, etc., mais aussi selon que leur contentieux est ou non accompagné par une association.

Conjuguer la perspective de l'effondrement avec l'engagement contestataire. le cas des «milieux autonomes» européens analysés sous l'angle des temporalités multiples

Ce projet est financé par l'Institut des Sciences Humaines et Sociales du CNRS suite à un appel à candidature 2021. Il est géré par Madeleine Sallustio, post doctorante pour une durée de 24 mois à compter du 1^{er} octobre 2021.

Les constats alarmants concernant le réchauffement climatique et la dégradation de l'environnement ont fait surgir sur la scène médiatique et politique un discours catastrophiste à l'égard de l'avenir. Particulièrement populaire au sein des «milieux autonomes», l'idée selon laquelle l'effondrement civilisationnel est inévitable véhicule une rhétorique défaitiste et cynique à l'égard de la mobilisation sociale. Et pourtant, ses protagonistes sont engagés dans des projets contestataires reposant sur l'espoir de transformations sociales et la construction d'alternatives écologiques et sociales.

Cette recherche entend comprendre comment les individus articulent ces temporalités paradoxales au sein de leurs projets de vivre dans les marges du «système», entendu comme le salariat, l'institutionnalisation pyramidale des relations de pouvoir et des modes de production inégalitaires et anti-écologiques. Il s'agit d'embrasser le paradigme de la multiplicité des temporalités et de saisir les dynamiques sociales et les apories philosophiques en jeu dans les projets «autonomes» en Europe et ce, en assumant son hétérogénéité et ses contradictions.

En proposant 1) une analyse diachronique du surgissement des théories catastrophistes au cours de l'histoire et 2) en la soumettant à l'épreuve d'une comparaison internationale entre la France, l'Italie et l'Espagne, ce projet a pour ambition de contribuer au développement d'une anthropologie du futur.

TAXLAW: the authority of expertise in professional tax law practice

The Research Council of Norway has awarded a grant for the implementation of the R&D project The Authority of Expertise in Professional Tax Law Practice (TAXLAW).

This project is managed by Marte Mangset. Jérôme Pélisse is associated with Corentin Durand. It begins from september 2021 to december 2025.

The Yellow Vests' riots in France crystallise two central concerns in our times: 1) populist critique of political and expert elites, and 2) a growing disbelief in the justice and efficiency of tax systems, which further may threaten the sustainability of the welfare state (Pierson 2011). In broader public debates in several European countries, the fairness of the tax system is questioned as companies such as Apple and Amazon, and private individuals, escape tax obligations. Current debates over banning state support to companies with registrations in tax havens are mired in legal indeterminacy. The current economic challenges related to the Covid-19 pandemic, and the need for public spending and reduced fiscal income to states, accentuate how crucial an efficient and legitimate tax system is to society. Legal experts in public administrations have creative and technically complex suggestions for tax measures that balance the need for lenience with a private sector in distress, and the need for public authorities not to lose out on too much of their fiscal incomes.



What is the legal experts' role in designing tax measures that secure the industrial renewal, the labour market, and pathways to a greener economy? We rely on tax law experts (in public administration, in private firms, in universities and in court), but their role also raises questions concerning the power-balance between expertise and policy, and on how we can hold those who shape tax policy accountable.

How do legal experts draw the line between their own expertise and politics? Who and what shape lawyers' ideas of what is 'good' tax policy?

Les Data Protection Officers (DPO) – La formation d'un groupe professionnel

Ce projet, financé par la chaire Good In Tech, est supervisé par Kevin Mellet et mené par Alexis Louvion, recruté pour un post-doctorat d'un an, d'octobre 2021 à fin septembre 2022.

Il consiste en la réalisation d'une enquête sur les Délégués à la Protection des Données, ou Data Protection Officers (DPO), devenu assurément le visage de la régulation des données personnelles dans les organisations.



Qui sont les DPO ? Quelles sont leurs trajectoires ? Comment construisent-ils leurs compétences, leur expertise et leur ethos professionnel ? Dans quelles conditions exercent-ils leurs missions au sein des organisations ? Comment, concrètement, exercent-ils ces missions au quotidien ? Leurs compétences sont-elles ajustées à ces missions, doivent-elles évoluer ? Comment et par qui sont-ils évalués ? Dans quelle mesure sont-ils susceptibles d'infléchir et de déterminer la manière dont se structure l'économie des données personnelles ? Les questions soulevées par l'émergence de la figure du DPO sont nombreuses.

La perspective privilégiée dans cette recherche est celle de la sociologie du travail et des groupes professionnels (Demazière et Gadéa, 2009) ainsi que les approches en Gestion des Ressources Humaines sur les aspects compétences et développement des compétences. Elle invite à explorer la dynamique de formation du groupe des DPO sous l'angle de la professionnalisation : construction des expertises et codification des compétences, rôle des formations et des associations professionnelles, sociabilités, normes déontologiques, autonomie et légitimité, définition juridique du statut et négociation de celui-ci au sein des organisations, etc.

Dispersés et potentiellement isolés dans leurs organisations, adossés à des expertises très hétérogènes, comment les DPO construisent-ils leur identité professionnelle ?

Cette perspective de sociologie des professions pourra être complétée et articulée à deux autres approches sociologiques. D'abord, du côté de la sociologie du droit, l'émergence de nouveaux « intermédiaires du droit » dotés de prérogatives et de moyens élargis invite à poursuivre les analyses sur l'« endogénéité » du droit et des activités économiques (Edelman et Suchman, 1997 ; Bessy, Delpeuch et Pélisse, 2011).

Ensuite, dans une perspective de sociologie économique du numérique, les DPO sont chargés de veiller, au sein de leur organisation, à la protection des données personnelles, et donc à l'encadrement des activités d'enrichissement et de valorisation dont elles sont susceptibles de faire l'objet. Les « data » sont ainsi constituées en actifs économiques dotés de certaines propriétés – durée de vie, capacité à circuler dans et à l'extérieur des organisations, capacité à être combinés (Beauvisage, Mellet, 2020). Quel rôle jouent les DPO dans ces opérations ? Dans quelle mesure leurs décisions, leurs outils, le contrôle qu'ils exercent participent-ils de la valorisation économique des données personnelles ?



TRANSCORP: entreprises transnationales et atteintes aux droits humains

Subventionné par le programme européen Actions Marie Skłodowska-Curie qui finance de jeunes chercheurs, ce projet intitulé «TRANSCORP: Entreprises transnationales et atteintes aux droits humains: vers une justice par-delà les frontières?» est supervisé par Martin Giraudeau et porté par Pierre-Louis Choquet, post-doctorant au CSO, de janvier 2021 à fin décembre 2022.

TRANSCORP vise à faire progresser la compréhension de l'interface poreuse entre les grandes firmes transnationales et la société en analysant la judiciarisation de la responsabilité sociale des entreprises (RSE).

Ce phénomène est de plus en plus prononcé dans l'Union européenne, et devrait s'accélérer en France, où l'adoption récente de la loi sur le devoir de vigilance a ouvert la possibilité que les sociétés-mères (dites «donneuses d'ordre») puissent être poursuivies par des tiers pour ne pas avoir suffisamment pris en compte les risques générés par leurs activités industrielles tout au long de leurs chaînes de production.

Alors que la RSE a longtemps été considérée comme relevant de l'engagement volontaire des entreprises privées, l'émergence récente d'une législation contraignante (hard law) a été relativement peu étudiée.

Ce projet vise à combler cette lacune: dans cette optique, il vise à reconstruire les logiques institutionnelles portées par divers acteurs étatiques et non-étatiques - entreprises transnationales, organisations non gouvernementales (ONG), institutions supranationales (UE, OCDE, etc.) - et à caractériser les jeux d'acteurs qui en résultent, à différentes échelles.

L'objectif est ainsi de retracer la dynamique des conflits et des négociations qui, de proche en proche construisent la plainte, et qui fixent le cadre à l'intérieur duquel viendra finalement «trancher» la décision juridique. La capacité de la loi sur le devoir de vigilance à se faire le véhicule effectif d'attentes de justice sociale et écologique diffractées sur le plan spatial par l'éclatement des chaînes de production sera ainsi évaluée.

La principale contribution de TRANSCORP sera donc d'étudier en détail ce virage de la judiciarisation, et d'analyser dans quelle mesure il constitue le symptôme d'un mouvement plus profond - qui voit les formes de souveraineté hybride exercées par les entités commerciales structurées dans les formes du droit privé prendre l'ascendant au sein du système global de pouvoir.

ORA-NEAT: organization and attitudes in nursing home antibiotic stewardship



Financé par l'ANR dans le cadre d'un appel du programme d'investissement d'avenir sur l'antibiorésistance, ce projet est coordonné par l'université de Lorraine et comporte une grande part de sciences sociales, au travers d'un volet piloté par le CSO et Patrick Castel, appuyé par Henri Bergeron et Etienne Nouguez. Le projet associe également l'université de Bordeaux et le CHU de Nantes.

Malgré les preuves croissantes de leur efficacité en médecine animale et humaine, l'implantation des programmes de bon usage des antibiotiques (BUA) reste suboptimale. Les interventions de ces programmes visent à modifier les comportements de divers professionnels et des patients/usagers, comme la prescription d'antibiotiques (AB). Elles sont sujettes à des interactions avec le contexte, comme quand elles sont adaptées aux moyens de l'établissement dans lesquelles elles sont mises en œuvre, modérant ainsi leur impact une fois transférées dans d'autres établissements disposant d'autres moyens. Elles nécessitent donc des méthodes de développement et d'évaluation

particulières, et de porter une attention particulière au renforcement des capacités et au contexte dans lequel elles s'inscrivent. Jusqu'à présent, les études évaluant des programmes de BUA ont accordé peu d'attention à la théorie sous-jacente à leur développement et à leur déploiement. Alors que l'épidémiologie et l'infectiologie sont essentielles pour développer et évaluer de tels programmes, les sciences sociales sont particulièrement intéressantes pour démêler les facteurs socioculturels et psychologiques motivant l'usage d'AB, et pour développer des interventions visant à modifier les comportements.

Appliqué à un cadre méthodologique à un contexte spécifique particulièrement affecté par l'antibiorésistance, à savoir les établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (EHPAD) français, le projet OrA-NEAT vise à :

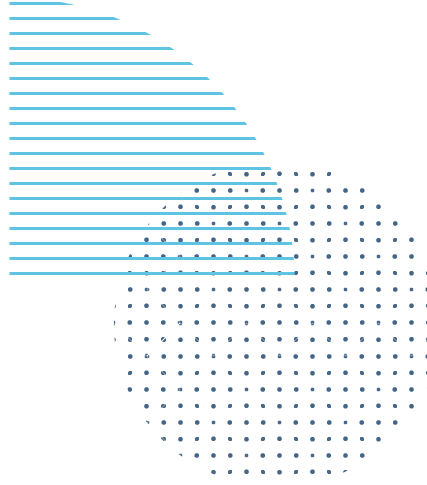
- 1 -** Comprendre les comportements des professionnels de santé qui conduisent à l'usage d'antibiotiques et leurs attitudes envers le bon usage des antibiotiques en EHPAD afin d'identifier les opportunités dans le champ ;
- 2 -** Développer un programme de bon usage des antibiotiques multi-composante, adaptable aux attitudes des professionnels de santé envers le bon usage des antibiotiques et au contexte de chaque EHPAD ;
- 3 -** Évaluer l'efficacité, la pérennité, l'implantation et la transférabilité d'un tel programme dans l'ensemble des EHPAD français.

CRISORG: organisations en crises

Dans le cadre de l'appel RA-Covid de l'ANR, le projet intitulé Organisations en crises (CrisOrg) est coordonné par Olivier Borraz, accompagné par un consortium de sept autres chercheurs dont quatre sont au CSO: Henri Bergeron, Patrick Castel, Renaud Crespín, Étienne Nouguez. Cécile Fournier, maître de recherche à l'IRDES (Institut de Recherche et de Documentation en Économie de la Santé), Valérie November directrice de recherche CNRS au LATTS (Laboratoire Techniques, Territoires et Sociétés) et Audrey Vezian chargée de recherche CNRS à l'UMR Triangle s'associent également au projet.

Cette recherche entend étudier à l'échelon national, local et au sein du système de soins la réaction de différentes organisations à la pandémie de Covid-19. Elle distinguera trois entrées: la prévention et la protection; l'organisation du dépistage; la prise en charge. Elle mettra au jour les capacités desdites organisations à se transformer ou non dans une période d'incertitude, en privilégiant une approche centrée sur l'action collective (pour analyser les formes de coopération ou de conflit qui naissent durant la gestion de la crise) et une approche cognitive (qui s'intéresse à la manière dont les acteurs font sens de la crise et légitiment leurs actions). L'enjeu étant de produire, outre des connaissances sur le fonctionnement des organisations en situation de crise, une analyse partagée avec les acteurs de la crise dans ces organisations, dans un souci de retour d'expérience et d'apprentissage collectif.





INJUVID: injustices, conflictualités et expériences du droit en urgence sanitaire

Dans le cadre de l'appel Résilience Covid-19 de l'ANR, le projet «INJUVID: Injustices, conflictualités et expériences du droit en urgence sanitaire» est porté par Émilie Biland-Curinier, professeure des universités en sociologie à Sciences Po et membre du CSO, accompagnée de Jérôme Péliasse, professeur de sociologie à Sciences Po et membre du CSO et de Fabien Jobard, directeur de recherches au CNRS et affecté au Centre de recherches sociologiques sur le droit et les institutions pénales (Cesdip).

INJUVID propose d'étudier dans trois domaines majeurs de la vie quotidienne – l'espace public, la famille et le travail – les manières dont les individus et les groupes font face aux injustices, tensions et conflits nourris ou exacerbés par la crise sanitaire et les mesures prises pour tenter de la gérer: régime de restriction des libertés de circulation, d'autorisations et de couvre-feux; arrêt puis fonctionnement dégradé des institutions permettant de gérer les différends familiaux; évolution des règles de santé / sécurité et règles dérogatoires en matière de lieux et temps de travail.

Pour étudier dans quelles conditions, de quelles manières et avec quels effets les citoyennes et les citoyens mobilisent le droit quand elles et ils perçoivent et dénoncent des dangers ou des injustices dans leur vie quotidienne bouleversée par la pandémie, ce projet s'appuie principalement sur les Legal Consciousness Studies, une perspective de recherche qui a, depuis les années 1990, renouvelé l'analyse des rapports et usages quotidiens au droit.

À partir d'une enquête par entretiens et analyse de sources écrites auprès d'individus ayant vécu des situations problématiques mettant en jeu la légalité, ainsi que d'intermédiaires du droit (associations de lutte contre les discriminations et violences policières, associations féministes et/ou familiales, syndicalistes et membres de l'inspection du travail), ce projet compare dans deux régions inégalement touchées par la pandémie (Ile de France et Bretagne) comment



les individus et les collectifs mobilisent le droit, sollicitent ses intermédiaires et recourent (ou non) à ses institutions. La recherche doit ainsi permettre d'identifier les formes de régulation des conflits pertinentes au regard des inégalités et des vulnérabilités qui s'y jouent, afin de soutenir notre résilience collective face à l'urgence sanitaire toujours prégnante.

Projets poursuivis en 2021

Gouverner la distance: pesticides et santé des habitants, de la mesure scientifique aux mesures politiques (décembre 2020 – novembre 2023)



Financé en 2020 par le SAB - Scientific Advisory Board (composé d'universitaires de rang international, tous extérieurs à Sciences Po), ce projet est placé sous la direction de Sylvain Brunier et de Jean-Noël Jouzel.

Que ce soit pour mettre en quarantaine un territoire donné en cas d'épidémie, ou pour établir un périmètre de sécurité autour d'une usine chimique afin de protéger les populations vivant à proximité, l'idée même que les risques sanitaires peuvent – et doivent – être confinés implique la définition de zones auxquelles des niveaux de risque sont attribués. L'histoire de l'environnement a clairement montré comment la définition de distances de sécurité est au cœur des technologies de gouvernement qui, au cours des deux derniers siècles, ont visé à gérer à la fois les nuisances industrielles et les protestations sociales qu'elles induisent, sans entraver le développement du capitalisme. Le travail qui consiste à séparer des activités contaminantes

des zones d'habitation s'appuie sur une infrastructure épistémique et technique composée de cartes, d'appareils de mesure et de données épidémiologiques, qui rend ces distances de protection mesurables et gouvernables.

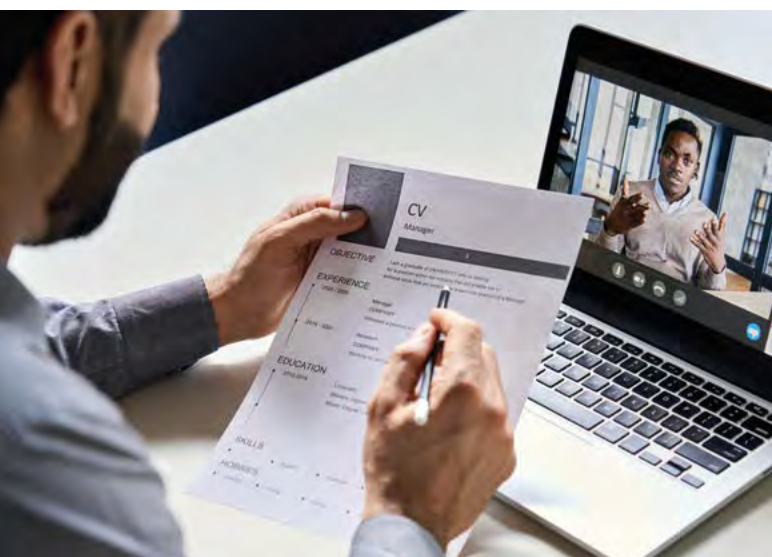
Ce projet de recherche vise à éclairer ces nouvelles formes de spatialisation des risques sanitaires et environnementaux induits par les activités agricoles, à partir du cas des riverains exposés à la dérive des pesticides. Il s'articule autour de trois axes permettant de déplier les controverses autour de la « bonne » distance entre les activités agricoles et les populations locales : mobilisation collective, production scientifique et régulation publique. Tout au long du projet, les cas californien et anglais apporteront des contrepoints particulièrement intéressants pour comprendre la manière dont les modes de protestation et les calculs consacrés à la dérive des pesticides ont circulé – ou non – des États-Unis vers l'Europe et la France.

HECAT: Disruptive Technologies Supporting Labour Market Decision Making (avril 2020 – décembre 2022)

This EU funded (H2020) project is coordinated by the Waterford Institute of Technology (WIT, Ireland), and brings together 9 partners. For Sciences Po, it is managed by Didier Demazière and Alizée Delpierre.

Increasing employment opportunities for jobseekers and improving the matching between job vacancies and workers are primary goals of EU labour market policies. At national level, one of the top policy goals is to allocate the right jobs to the right people. The EU-funded HECAT project is developing new technology to support labour market decision-making. A new user experience platform will build on existing basic algorithmic techniques used by some European public employment systems administrations to deliver labour market insights directly to unemployed citizens, and so is built on European values of open data, collaboration, transparency and citizen participation. By focusing on job quality and sustainable employment, the project will bring insight to policymakers.

builds on the experience and learning of existing basic algorithmic techniques used by some European PES administrations to: – deliver labour market insight directly to unemployed citizen and so is built on European values of open data, collaboration, transparency and citizen-participation – broaden out the focus on quantity of jobs drawn from the “economic imagination” to add a focus on job quality and sustainable employment – go beyond profiling the “stock” unemployed people, to incorporate measures of labour demand, and so take a labour market approach – go beyond the profiling of “problem categories” of citizens that current survey-data based systems use, to exploit emerging big-data processing and analytics to treat each individual as a unique complex subject in a real-time and near limitless database that leverages the insight trapped inside statistical agencies – frame the development in deep contextual insight into the origin and transformation of the experience of unemployment and its administration based on anthropological inquiry – bring this insight into the hands of decision makers with a platform-UX that exploits novel artificial intelligence with learning capabilities and cutting edge, accessible visualisation and gamification techniques to support knowledge discovery and decision making at the critical moment, as a decision support system.



Hecat aims to investigate, demonstrate and pilot a disruptive technology to support labour market decision making by unemployed citizens and those seeking to help them. At one stage or another, almost half of all EU citizens will rely on a Public Employment Services (PES), and so this is a key touchpoint of a contemporary state and has impacts on citizen's thinking about social cohesion, care and existential wellbeing. The ambition of the project is to improve citizen's experience and outcomes of unemployment by offering real-time evidence-based insight into their personal position in the labour market. Hecat

Everyday Life in a Pandemic. An international comparative sociological study (durée indéfinie – suit le développement de la pandémie et ses conséquences)

The COVID-19 pandemic has disrupted everyday life in over 200 countries. In attempts to contain the virus outbreak, governments have restricted the freedom of movement of citizens. There is no lack in news on COVID-19 but there is certainly a need for more social research surrounding it.

This project is directed by Dr. Mary Green (Wageningen University) in association with Sophie Dubuisson-Quellier.

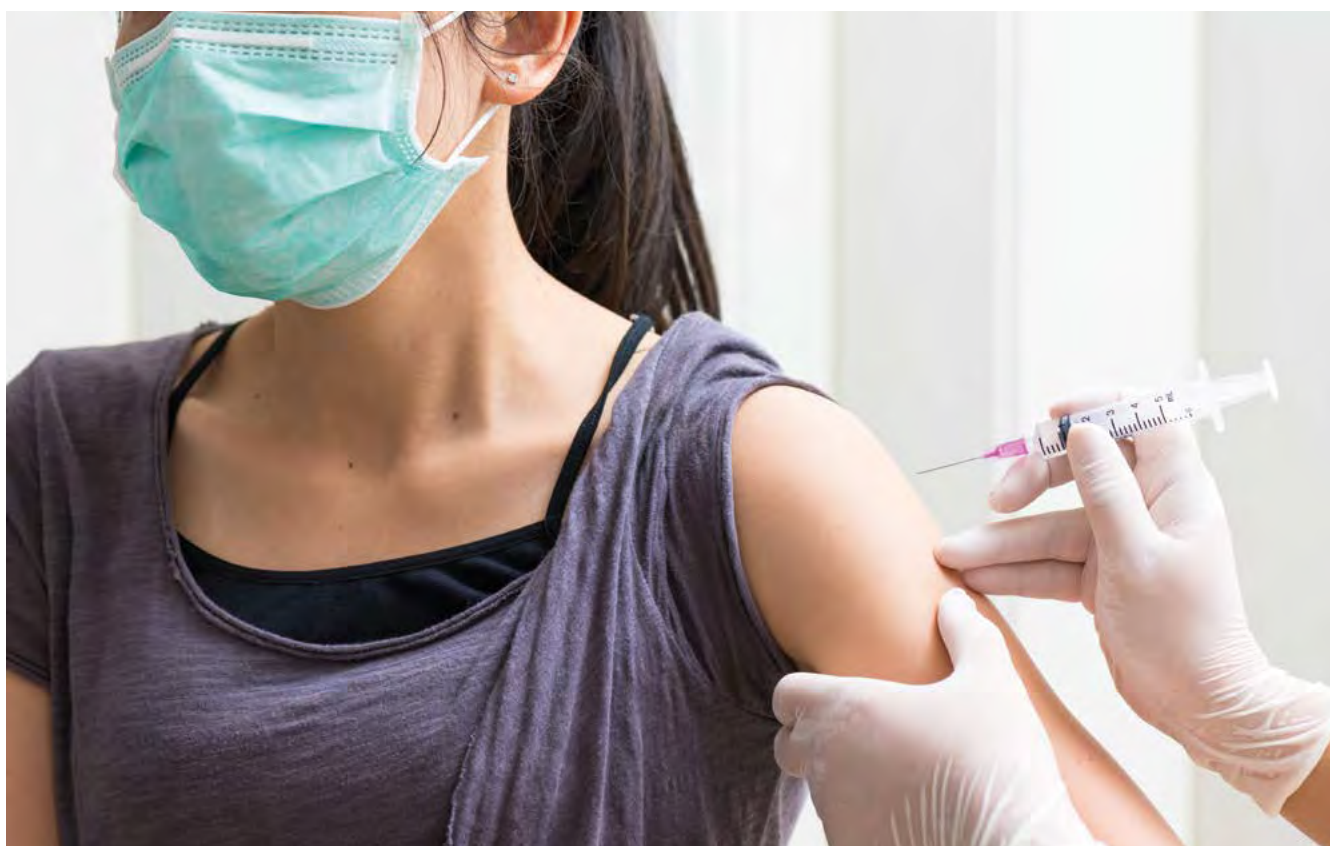
The aim is to uncover social and cultural differentiation in impacts of the pandemic on citizens' everyday lives. This project is being led and coordinated by the Environmental Policy Group (Wageningen University) and involves an international collaboration with consumption scholars across Europe, Asia and the USA.

This international comparative sociological study aims to uncover social and cultural differentiation in impacts of the pandemic on citizens' everyday lives.

Focusing on everyday food and mobility practices, it seeks to:

- 1** - capture cultural and social variance in the impact of the pandemic on everyday household practices, and
- 2** - identify opportunities and challenges for (re-) building inclusive systems of provision to support resilient and sustainable lifestyles.

In seeking to address the differential exposure and impact of the new invisible health risk in society, a sociological approach is adopted that explores the social dynamics of the pandemic in terms of the interaction between systems of provision and dynamics of agency and resilience in people's everyday lives.



COVID-IN-UNI: Les universités françaises face au COVID (septembre 2020 – septembre 2021)



Retenu dans le cadre de l'appel « Recherche-Action Covid-19 » lancé par l'ANR, qui vise à soutenir des travaux de recherche à court terme en lien avec la pandémie, ce projet sur les universités françaises est dirigé par Christine Musselin et Stéphanie Mignot-Gérard, Maîtresse de conférences en gestion à l'IAE Gustave Eiffel et à l'Institut de Recherche en Gestion de l'UPEC. Aline Waltzing y est associée en tant que post-doctorante. Aliénor Balaudé et Anne Moyal y ont également contribué.

Ce projet s'inscrit dans la lignée des travaux qui étudient comment les organisations réussissent

ou échouent à anticiper et à gérer les crises. Qu'il s'agisse de l'étude des organisations à risque dans les secteurs à haute technologie, ou de l'analyse des organisations chargées de gérer des crises, toutes soulignent l'efficacité des « systèmes faiblement liés » pour affronter la crise.

Qu'en est-il alors des organisations qui, comme les universités, sont caractérisées par des interdépendances fonctionnelles faibles et des technologies souples ? La quasi absence de recherches sur la gestion des crises au sein des universités, en France et à l'étranger, ne permet pas de répondre à ces questions.

Ce projet entend par conséquent apporter un éclairage inédit en observant les universités françaises face à la pandémie du COVID-19 et explore les questions suivantes :

- 1 -** Les spécificités organisationnelles des universités les rendent-elles fragiles ou au contraire robustes en situation de crise ?
- 2 -** La crise conduit-elle à une transformation du mode de gouvernement et des rapports de force ?
- 3 -** Comment les universités arbitrent-elles l'équilibre entre sécurité sanitaire et continuité d'une stratégie d'établissement ?

Le représentant de proximité, une figure au cœur des enjeux de la nouvelle représentation collective des salariés (février 2020 – juin 2021)

Ce projet, géré au CSO par Jérôme Pélisse, avec le concours de Guillaume Le Lay, s'intéresse à l'instauration de représentants de proximité suite à l'ordonnance 2017-1386 du 22 septembre 2017.

Dans une volonté de rationalisation et de simplification du dialogue social, l'ordonnance 2017-1386 du 22 septembre 2017 a entrepris une concentration de la représentation du personnel dans l'entreprise grâce à la mise en place des comités économiques et sociaux. Cette nouvelle instance remplace les anciennes institutions élues du personnel : le comité d'entreprise, le CHSCT et les délégués du personnel, dont elle reprend l'essentiel des missions et prérogatives.

Une première recherche a montré que l'instauration de représentants de proximité n'a concerné qu'un quart des accords collectifs.

Dans ce contexte, l'instauration de représentants de proximité mérite aujourd'hui une évaluation précise qui a pour objectifs de saisir les raisons de leur absence, et d'appréhender les déterminants et les modalités de leur mise en place en tirant un premier bilan de leurs pratiques.

Le projet consiste d'abord en l'élaboration à partir des accords collectifs de figures types, puis à leur mise à l'épreuve au travers d'investigations qualitatives et monographiques.

Ce projet est financé par France Stratégie, codirigé par Cyril Wolmark (professeur de droit, IRERP, Université de Nanterre) et Jérôme Pélisse, assisté par Guillaume le Lay et Amandine Michelin.

Intermédiaires du droit et parents LGBTQ+ (avril 2020 – mars 2022)

Ce projet, dirigé par Émilie Biland-Curinier, vise à mieux comprendre les pratiques des professionnel·les du droit et intermédiaires auprès de parents LGBTQ+, ainsi que leurs représentations des droits des personnes issues de la diversité sexuelle et de genre. Il est soutenu par le ministère de la justice du Québec.

Hébergé à l'Université Laval (Québec), ce projet impliquera également Kévin Lavoie, professeur-adjoint en travail social, et Hélène Zimmermann, professionnelle de recherche en sociologie.

Tant en droit qu'en sciences sociales, les recherches québécoises sur les parents gays, lesbiens, bisexuels, trans et queer (LGBTQ+) sont nombreuses et dynamiques. Jusqu'ici, ces travaux se sont principalement intéressés aux différentes manières par lesquelles les personnes LGBTQ+ deviennent parents. Ce projet décale le regard en s'intéressant au travail des intervenantes et intervenants qui conseillent des parents LGBTQ+ sur des questions liées à leurs droits. En effet, à l'heure où les discriminations et les préjugés à l'égard des minorités sexuelles et de genre marquent le pas, l'accompagnement juridique est essentiel pour que celles-ci puissent faire valoir leurs droits. L'obtention de droits formels (mariage, filiation) ne signifie pas que l'égalité réelle soit atteinte. De surcroît, certaines configurations individuelles (parents trans) et familiales (pluri parenté) demeurent en marge du droit.

Inscrit dans les sciences sociales du droit, ce projet vise à mieux comprendre les pratiques des professionnel·les du droit (avocat·es, juges, notaires, médiateurs) et intermédiaires (organismes communautaires familles et groupes LGBT) auprès de ces parents, ainsi que leurs représentations des droits des personnes issues de la diversité sexuelle et de genre

Marketing practices and ageing populations to avoid financial misselling (février 2020 – février 2022)



Le projet fait suite à un premier projet qui visait à identifier les critères de vulnérabilité propres à la population âgée, mais autres que l'âge, en utilisant des données croisées sur la base de données SHARE.

L'étude « Marketing practices and ageing populations to avoid financial misselling » a pour objet de tester ces critères et d'observer les pratiques de commercialisation des produits financiers par les banques auprès des personnes vieillissantes et de recueillir les savoirs accumulés dans les organisations bancaires afin de connaître les conditions de cette commercialisation et les potentiels risques qu'elle peut comporter.

L'enquête comportera un volet quantitatif destiné à dresser un état des lieux des pratiques d'épargne des personnes âgées. Elle sera accompagnée d'un volet qualitatif : entretiens et observations auprès des professionnels bancaires et auprès des parties prenantes afin de faire apparaître les difficultés existantes comme les « bonnes pratiques ».

Cette étude d'une durée de 24 mois est financée par la Commission Européenne. En partenariat avec l'Autorité des marchés financiers (AMF), l'autorité de contrôle prudentiel et de résolution (ACPR), l'université Paris Dauphine et le CNRS, elle est coordonnée par Jeanne Lazarus et Sabine Rozier, Maîtresse de conférence à IRISSO, avec l'appui de deux post-doctorants : Clara Deville (contrat 18 mois) et Sylvain Thine (contrat 6 mois).

The legalization of organizational life in France and the united states: tensions between individual rights and the collective good (janvier 2020 – janvier 2022)

The France-Berkeley Fund supports new collaborations between faculty and research scientists at UC Berkeley and UC Davis and their counterparts in France across all disciplines. The project “The Legalization of Organizational Life in France and the United States: Tensions between Individual Rights and the Collective Good” has been approved for the year 2020 and 2021. It will be directed by the Professors Calvin Morrill and Jérôme Pélisse and associate notably Charles Reveillère, Francesco Massimo and Nathan Rivet, PhD students at the CSO.

This project aims to compare and analyze how ideas about law (especially individual rights) and the collective good become active in everyday organizational life in France and the United States. Project participants will contribute to a grounded theoretical framework along two dimensions: a macro-sociolegal analysis of the relationship between ideas about rights and the collective good in two different legal systems (civil law in France and common law in the United States) and



systematic analyses of ideas about rights and the collective good via paired-comparisons of organizations in different sectors across the two countries, specifically private corporations, public schools and urban housing agencies, and non-profit religious organizations.

UNIFIED – From local diversity to transnational institutionalization: The emergence of the European Unified Patent Court (avril 2020 – mars 2023)



Cette recherche est placée sous la direction d'Emmanuel Lazega avec la participation de Tamar Khuchua, en partenariat avec l'Université de Heidelberg et l'Institut de Géographie.

UNIFIED focuses on the current process of institutional convergence between nationally fragmented IP regimes and the emergence of a genuine transnational institution, the public/private Unified Patent Court.

Although the European patent was established in 1973 to protect intellectual property across the European Union, to date there is still no unitary jurisdiction to litigate and enforce IP rights at European scale.

Given recent evidence of the differences in IP litigation outcomes between the EU member states, this project compares the two leading continental European IP regimes to answer two research questions: How do judicial beliefs and interprétations of legal norms vary across the regional and national jurisdictions of France and Germany, and how do these beliefs and interprétations eventually converge to manifest a unitary jurisdiction? UNIFIED pioneers a neo-structural theory of institutionalization that integrates institutional and network approaches to account for the relational mechanisms that harmonize and enforce judicial beliefs, interprétations and practices. As part of a mixed-methods research design, a panel of two waves of qualitative interviews with patent judges draws the “colors” of the variegated judicial beliefs and interprétations in France and Germany; while a set of formal network surveys at professional “convergence events” discerns the relational mechanisms that produce a “change in these colors.” UNIFIED is in a unique historical position to study the emergence of the Unified Patent Court as an in-vivo case of convergence from a geographically fragmented variety in judicial institutions.

POLAL: Les politiques alimentaires en France. Innovation et recompositions de l'action publique (mars 2019 – février 2022)



Ce projet est financé par l'ANR dans le cadre de l'appel à projet générique 2018. Il est coordonné par Sophie Dubuisson-Quellier.

La littérature en sociologie et en science politique a montré que l'intervention publique s'est profondément transformée dans les années récentes.

D'une part, elle s'est complexifiée en raison de l'articulation des différentes échelles d'intervention et de la multiplication, la spécialisation et la bureaucratisation croissantes des organisations qui ont la charge de ces interventions.

D'autre part, la littérature montre que l'intervention publique s'est en partie privatisée. Elle fait un recours croissant aux instruments économiques, s'articule davantage aux intérêts des acteurs à gouverner et importe les mécanismes de marché directement au cœur des fonctionnements étatiques. En conséquence, les frontières entre les interventions publiques et privées font l'objet de profondes recompositions et sont devenues plus poreuses.

À partir de ces constats bien établis par la littérature, POLAL propose d'explorer deux séries de questions :

Comment sont pris en charge des enjeux transversaux tels que l'environnement, la santé publique et les inégalités sociales et comment s'articulent interventions publiques et privées ?

Pour traiter ces deux grandes questions, les politiques alimentaires, parce qu'elles sont à la fois transectorielles et fortement articulées aux interventions des acteurs privés, constituent un cas particulièrement heuristique.

POLAL entend comprendre comment l'action publique, alors qu'elle s'est spécialisée et complexifiée, s'adapte pour prendre en charge des questions transversales, telles que les questions environnementales, de santé publique, et de réduction des inégalités sociales. POLAL entend comprendre comment s'articulent interventions publiques et privées dans les politiques alimentaires.

ENDLESS: Enjeux de l'essor du salariat aux portes de l'Europe. Le prisme de Tanger (septembre 2018 – août 2021)

Ce projet retenu dans le cadre de l'appel à projet générique de l'ANR en 2018. Il est coordonné par Alexandra Bidet, du Centre Maurice Halbwachs, CNRS, et associe notamment Gwenaële Rot.

Le projet aborde les mutations contemporaines du travail et de l'emploi considérées à l'échelle mondiale. Pour ce faire, il s'appuie sur un cas particulièrement suggestif : celui de la région de Tanger située aux portes de l'Europe, en face de Gibraltar, qui connaît depuis une vingtaine d'années, un essor exponentiel du salariat industriel, associé à de forts mouvements de migration, internes et externes au Maroc et à l'implantation de « zones franches » où se sont installées de nombreuses grandes entreprises internationales, notamment dans le secteur de l'automobile.

En s'appuyant sur de premiers séjours d'enquête identifiant le modèle salarial et industriel propre aux zones franches de la région de Tanger, il

entend maintenant développer un second volet, plus anthropologique de la recherche, afin d'apprécier plus finement la portée et les limites de ce mouvement de salarisation, vécu par les salariés interrogés comme l'accès à un « nouveau monde ». Il s'agit de comprendre les retombées de cette expérience sur la vie des salarié(e)s, leurs apprentissages individuels et collectifs et les horizons sociaux qu'ils envisagent. Qu'invente cette nouvelle forme de mondialisation du travail aux portes de l'Europe ? Ces emplois sont-ils perçus, évalués et investis comme des positions d'attente, faute de mieux, des tremplins provisoires, des succédanés d'Europe, ou bien leurs formes (salariales, temporelles, civiles, interactionnelles, etc.) sont-elles investies plus durablement ? Il s'agira notamment d'étudier jusqu'à quel point les nouveaux « habitus » industriels transforment les représentations sociales des populations concernées dans d'autres sphères de leur vie que l'usine proprement dite.



V-CARE: Volcanic early awareness (octobre 2018 - septembre 2022)

Ce projet, mené au CSO par Olivier Borraz et coordonné Georges Boudon de l'Institut de Physique du Globe de Paris, repose sur la collaboration de plusieurs partenaires : Université Paris Descartes, Sorbonne Université, Université Clermont Auvergne, Université Paris Diderot et Sciences Po. Il a été retenu dans le cadre de l'appel à projet générique de l'ANR en 2018.

Il a pour objet la mise au point d'un dispositif d'alerte précoce aux éruptions volcaniques, qui inclut l'identification de signes précurseurs dans le transfert de magma, leur insertion dans les procédures de gestion de crise sous la responsabilité du préfet et la prise en compte de la réaction des populations durant une période d'alerte qui peut s'étendre sur de longues périodes.

Le projet propose de mieux comprendre les échelles de temps des processus magmatiques qui déclenchent une éruption et de développer de nouveaux indicateurs permettant une meilleure gestion des risques volcaniques du côté des pouvoirs publics puis des populations. L'objectif est de développer, à partir du cas de la Martinique, une «early warning clock» qui intègre l'évaluation et la gestion des signaux précurseurs dans les procédures de gestion de crise, en tenant compte des échelles de temps dans lesquelles s'inscrit la décision politique mais également les comportements des populations.

L'étude menée par le CSO (Olivier Borraz et un post-doctorant, Jan Woërlein) portera plus particulièrement sur la manière dont les dispositifs de gestion de crise en Martinique traite le risque volcanique et les enjeux autour de la décision publique en situation d'incertitude sur des échelles de temps longues (rapportées à des situations d'urgence).

ELUAR: Les élus et l'argent. Analyse des conditions matérielles d'exercice des mandats électoraux (octobre 2016 à septembre 2020)

Ce projet a été retenu dans le cadre de l'appel à projet générique de l'ANR en 2015.

La rétribution financière des détenteurs de mandats électoraux fait l'objet de critiques multiples, et pourtant elle reste un phénomène mal connu. L'objectif du projet ELUAR est de combler ce manque, en développant une analyse des conditions matérielles d'exercice des mandats. Il est structuré autour de deux grands axes de recherche : l'un porte sur le travail de codification des indemnités des élus ; l'autre, qui est coordonné par Didier Demazière, porte sur la rémunération de l'exercice des mandats politiques. L'enquête, centrée sur les parcours et carrières d'élus, fait un retour sur la thèse de Max Weber, en explorant comment et à quelles conditions la rémunération de l'exercice d'un mandat signifie vivre de la politique. Pour cela une attention particulière est portée à deux dimensions des mécanismes de rétribution des élus : leur variété et complexité et les inégalités économiques considérables qui en résultent ; leur instabilité produite aux incertitudes électorales



et les dispositifs de sécurisation qui visent à en limiter les conséquences. Privilégier le prisme des gratifications matérielles permet de renseigner les formes et les mécanismes de professionnalisation politique. Au-delà il conduit à l'analyse du fonctionnement du marché du travail politique.

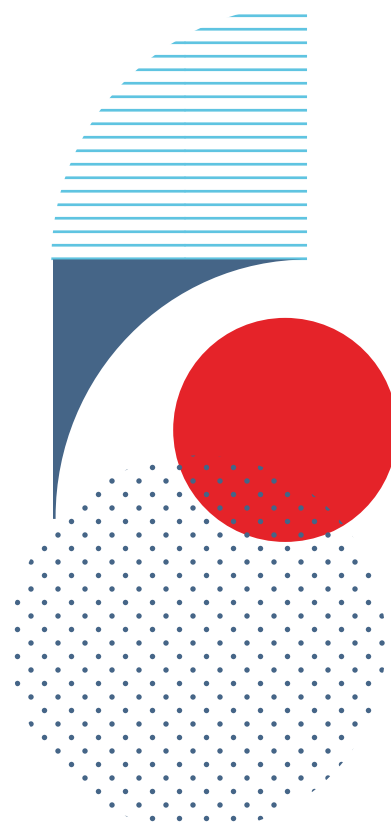
ICEDRUG: La consommation d'Ice à Tahiti: de quoi est-elle le nom? Politiques publiques, usages et trafics

Ce projet est co-réalisé par Alice Simon et Alice Valiergue et sous la co-direction d'Henri Bergeron et Michel Kokoreff, du CRESPA à l'Université Paris 8. Il est financé par la Maison des Sciences de l'Homme du Pacifique.

Le projet explore les causes et les conséquences de la croissance de la consommation d'Ice (métamphétamine), mais aussi d'autres produits, et notamment de dérivés de cannabis en Polynésie française. Cette recherche a une double ambition: nourrir des réflexions scientifiques sur les politiques publiques, les dynamiques sociales et les dimensions territoriales des trafics, les déterminants des usages de drogues illicites; mais également contribuer à éclairer la décision et l'action publique en la matière.

Afin d'atteindre ces objectifs, cette recherche articule trois volets distincts: un premier diagnostic sociologique et épidémiologique de la situation; une étude s'intéressant à tout le cycle de politique publique, des phases de construction du problème public et de son inscription sur l'agenda des autorités polynésiennes à celles concernant la mise en œuvre de la politique publique censée répondre à ce problème; et enfin une étude ethnographique des pratiques sociales liées aux usages de drogue (incluant la production et la revente).

Ce projet croise l'étude des politiques publiques avec celle des usages des drogues. Les problématiques identifiées du côté des acteurs publics correspondent-elles aux préoccupations de la population et à la réalité vécue par les consommateurs? Il s'agit d'identifier la façon dont les évolutions de la consommation et du trafic sont prises en compte par les acteurs des politiques publiques dans la définition des objectifs et des moyens qu'ils se donnent et réciproquement d'étudier si et comment la mise en œuvre de la politique publique agit sur les dynamiques collectives de trafics et sur les usages et leurs modalités.



SURIPI: Surveillance des Risques Professionnels Incertains (octobre 2016 – avril 2021)



Co-dirigé par Jean-Noël Jouzel et Jérôme Péliasse, en association avec Renaud Crespin, Giovanni Prete, Scarlett Salman et Gladys Lutz, ce projet est financé par l'ANSES.

L'objectif principal du projet consiste à étudier les dispositifs de surveillance des risques professionnels autour de trois questions transversales, étroitement liées : Les savoirs et techniques mobilisés par ces dispositifs de surveillance ; Le profil et le rôle des acteurs

qui développent et mettent en œuvre ces dispositifs ; Les usages et les effets politiques de ces dispositifs et des données produites.

Le projet étudie les modalités contemporaines de la surveillance de la santé des travailleurs exposés à des risques professionnels caractérisés par un important niveau d'incertitudes (risques chimiques et risques psychosociaux). Il s'intéresse aux interactions entre les travailleurs exposés, les gestionnaires et les intermédiaires en charge de ces risques, et les dispositifs dédiés à leur surveillance, dont le déploiement prend actuellement une ampleur inédite. La compréhension de leurs fondements et de leur fonctionnement, de leurs usages et de leurs effets, des dynamiques qu'ils révèlent et de celles qu'ils masquent est un enjeu important pour améliorer la production de connaissances sur les liens entre travail et santé. Les terrains étudiés, très divers (agriculture, municipalités de grandes villes, secteur bancaire et aéroportuaire), permettent de faire varier des dimensions structurantes de ces dispositifs de surveillance (cadre juridique, nature et taille des organisations et des activités, ainsi que cadre institutionnel et national puisqu'une comparaison avec la Californie y est menée).

EURASEMPOI: Croissance et formes d'emploi: une comparaison euro asiatique de l'incertitude au travail (octobre 2016 – février 2021)

Ce projet a été retenu dans le cadre de l'appel à projet générique de l'ANR en 2015. Il est coordonné par Bernard Thomann (INALCO) et associe notamment Marie-Emmanuelle Chessel.

Il confronte les configurations nationales chinoise, japonaise, française et un certain nombre de pays du Comecon. Le choix de ces terrains entraîne une comparaison inter-temporelle, entre la période de croissance des années 1950 à 1970 pour la France, le Japon et les pays du Comecon et l'ère qui s'est ouverte depuis les années 1980 pour la Chine. Les quatre situations socio-historiques confrontées partagent un point commun, celui de bâtir un modèle productiviste laissant à l'État une place essentielle dans une régulation qui se veut simultanément économique et sociale. Cependant, pour comprendre les formes nationales de « précarité » en situation de croissance, puis les comparer, elle souhaite apporter une vision plus complexe, plus « située » de la fragmentation et des hiérarchies du marché du travail, et des incertitudes qui en découlent pour les catégories de travailleurs concernés.

À partir d'objets d'étude hétérogène, il s'agit de dégager des régularités quant aux mécanismes construisant cette « précarité », et quant à ses cibles préférentielles. Le degré d'insécurité varie énormément selon les types d'emploi ou de contrat de travail, le genre, le degré d'exposition à des risques, l'accès aux prestations sociales, le degré de régulation étatique. Sur chacun des terrains nationaux étudiés, il s'agit ainsi de faire apparaître, plus encore que dans la littérature existante, à quel point la population salariée est plurielle à~secteur d'activité, âge, genre et qualification donnés : les processus de standardisation des formes d'emploi durant la phase de haute croissance n'ont pas produit une homogénéisation aussi avancée que celle que présuppose, pour la période suivante, la thèse de la « dé-standardisation du travail ».

Manifestations scientifiques

Séminaire doctoral



Janvier 2021

8 janvier - Francesco Sabato Massimo

Résister à Amazon. Travail, conflit et légitimation dans le capital monopoliste

15 janvier - Nathan Rivet

Des couloirs de Bercy aux coursives de Fleury : appropriations et conséquences de la gestion déléguée pénitentiaire

22 janvier - Clara Deville

Les cartes de l'accès au RSA. Les classes populaires rurales et la dématérialisation du revenu minimum

29 janvier - Sylvain Brunier, Jean-Noël Jouzel et Giovanni Prête

Séminaire de département de sociologie de Sciences Po - Séance organisée par le CSO
Les sentiers de la déperdition. Médecine hospitalière et sous-reconnaissance des maladies professionnelles

Février 2021

5 février - Marion Michel

Orienter vers des pratiques écologiques : le marché de la prescription de consommation durable sur les réseaux sociaux numériques

12 février - Nicolas Roux, IUT de Châlons en Champagne

La précarité durable. Sur la soutenabilité de l'emploi discontinu
Séance organisée par l'axe « travail, Emploi et Profession »

19 février - Michel Anteby, chercheur associé au CSO.

Translating Expertise across Work Contexts: U.S. Puppeteers Move from Stage to Screen (Séance co-organisée avec le Max Po)

Mars 2021

5 mars - Julie Oudot

De la lutte contre la pauvreté au combat pour l'emploi. Transformer le dispositif et les acteurs du RSA

12 mars - Manon Berriche, Dominique Cardon, Jean-Philippe Cointet, Pedro Ramaciotti - MediaLab

Séminaire du département de sociologie de Sciences Po - Séance organisée par le MediaLab

Une approche structurale des circuits de l'information numérique

19 mars - Charlotte Glinel

Verdir ou dépérir ? L'intensification de la gestion forestière à l'heure du réchauffement climatique

26 mars - Mallory Hope, doctorante invitée CSO

La « Grande Peur » des marchés financiers au 18^e siècle. La guerre et son impact sur le marché d'assurances maritimes à Marseille, 1755-1756

Séance organisée par l'axe « gouvernance et organisations Économiques »

Avril 2021

2 avril - Julien Larregue, Université de Copenhague

Les usages profanes de la biologie par les acteurs du monde judiciaire
Séance organisée par l'axe « droit, normes et régulation »

16 avril - Noé Kabouche

Le mouvement de l'impact investing dans la région de Genève. Des révolutionnaires de la finance ?

Mai 2021

7 mai - Vincent Himmer

Faire valoir le social en y mettant les formes.
L'économie sociale face à la formalisation.

21 mai - Sylvain Parasie, professeur de sociologie à Sciences Po

Les données peuvent-elles réconcilier
journalisme et sciences sociales ?
Circulation des savoirs et tensions
épistémiques dans le journalisme de données
Séance organisée par l'axe « savoirs, science
et expertise »

28 mai - Renaud Epstein, maître de conférences en science politique

Aux frontières de l'État : labels et trophées
territoriaux
Séance organisée par l'axe « action publique
et transformations de l'État »

Juin 2021

4 juin - Tommaso Vitale, Associate Professor de sociologie à Sciences Po

How Romanian Roma obtain social support
in France? Beyond representation of homophily
and network closure. Preliminary results
of a mixed-method research
Séminaire de département (séance organisée
par le CEE)

Septembre 2021

17 septembre - Thibaut Rioufreyt, Université Lyon 2 / Triangle

La réanalyse de matériaux qualitatifs.
Retour d'enquête sur deux revues partielles

24 septembre - Corentin Durand, post-doctorant au CSO (projet TaxLaw)

Incorporer le droit. Les ruses de la discipline
pénitentiaire
Séance organisée par l'axe « droit, normes
et régulation »

Octobre 2021

01 octobre - Cyrine Gardes, post-doctorante au CSO

Un salariat à bas coût. Le travail dans
la distribution low-cost
Séance organisée par l'axe « travail, emploi
et profession »

08 octobre - Clémentine Comer, Université Paris Dauphine / IRISSE

« La professionnalisation par les marges ».
Lutte pour la captation de clientèle sur
le marché du service vétérinaire.

15 octobre - Julie Madon

Faire durer ses objets : pratiques, ressources
et négociations des consommateurs contre
l'obsolescence

22 octobre - Marcin Serafin, Marta Olcoń-Kubicka, Mateusz Halawa

Digital matters: strategies for empirical
research in economic sociology
Séance organisée par l'axe « gouvernance
et organisations Economiques »

Novembre 2021

19 novembre - Philippe Coulangeon, OSC Sciences Po

The RECORDS project - Revisiting the
sociology of taste in the age of big data
Séminaire du département de sociologie
de Sciences Po

26 novembre - Alexandra Hondermarck

Réforme sociale et réforme de soi. Sociologie
historique du mouvement végétarien en
France, années 1870 - années 1930.

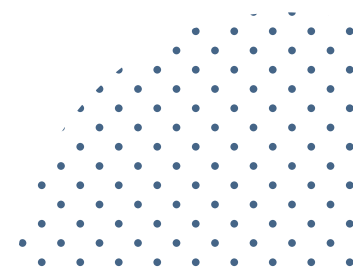
Décembre 2021

03 décembre - Maris Ghis Malfilatre, Université de Bretagne occidentale

Industrie nucléaire et santé au travail : un risque
sous-traité ? Production, usages et occultation
de savoirs inconfortables
Séance organisée par l'axe « savoirs, sciences
et expertise »

10 décembre - Brianne Dubois

Les professionnels de l'art contemporain.
Analyse du travail de co-production des
œuvres d'art.



Petits déjeuners/Débats



23 septembre - Assurance: quelle dynamique entre marché et régulation?

Autour de l'ouvrage **Financiariser l'assurance**. Enquête sur solvabilité II de **Pierre François**, CSO, avec la collaboration de **Sylvestre Frezal**, Ancien co-porteur de la chaire PARI et ancien commissaire contrôleur des assurances, directeur de cabinet du Président de Covéa.

Pierre ARNAL, Executive Vice-Président d'ADDACTIS GROUP; **Thierry DEREZ**, PDG de Covéa; **Sandrine LEMERY**, Professeure du CNAM et vice-présidente de l'Institut des actuaires, modéré par **Benoit Martin**, Rédacteur en chef de La Lettre de l'assurance.

Débat organisé en partenariat avec Chaire PARI.

19 janvier - Pesticides, comment ignorer ce que l'on sait

Autour de l'ouvrage PESTICIDES, COMMENT IGNORER CE QUE L'ON SAIT de **Jean-Noël Jouzel**, CSO, publié aux Presses de Sciences Po.

Débat avec **Isabelle BALDI**, Professeur des Universités et directrice de l'Equipe EPICENE de l'Université de Bordeaux - INSERM U1219, **Laurence HUC**, Responsable du service COMICS à TOXALIM /INRAE, **Henri BASTOS**, Adjoint au directeur de l'évaluation des risques en charge de la thématique Santé-Travail à l'Agence nationale de sécurité sanitaire de l'alimentation, de l'environnement et du travail, ANSES, **Antoine LAMBERT**, Président de l'Association Phyto-Victimes, modéré par **Guillaume DUVAL**, ancien éditeur à Alternatives Economiques.





8 février - Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles

Autour de l'ouvrage « Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles » sous la direction de **Catherine Cavalin**, Sociologue chargée de recherche CNRS à l'IRISSO, **Emmanuel Henry**, Professeur de sociologie à l'Université Paris Dauphine, **Jean-Noël Jouzel**, CSO et **Jérôme Pélisse**, CSO, aux Presses des Mines.

Débat avec **Alain Carre**, Responsable d'une consultation de suivi post-professionnel et ancien représentant CGT à la commission des Maladies Professionnelles du Conseil d'Orientation des Conditions de Travail, **Jean-Denis Combrexelle**, Ancien Président de la section sociale et de la Section du contentieux au Conseil d'État, et ancien directeur général du travail au ministère du Travail et de l'Emploi, **Béatrice Fervers**, Coordinatrice du Département Prévention Cancer Environnement et Directrice adjointe du Centre Léon Bérard - Université Lyon 1, modéré par **Sandrine Foulon**, Rédactrice en chef du site Alternatives Economiques.

12 avril - Les luttes, moteur du capitalisme ? Etat, Capital, Travail

Autour de l'ouvrage « Sociologie historique du capitalisme » de **Pierre François** et **Claire Lemerrier**, CSO.

Débat avec **Maryse Dumas**, ancienne secrétaire confédérale de la CGT, secrétaire confédérale de la CGT de 1995 à 2009 et membre du Conseil CESE de 2010 à 2015, **Emmanuel Maurel**, député européen, cofondateur de la Gauche Républicaine et Socialiste, **Thomas Piketty**, économiste, directeur d'études à l'EHESS et professeur à l'École d'économie de Paris, et modéré par **Christian Chavagneux**, editorialiste à Alternatives Economiques.



20 mai - Argent, que peut apporter la sociologie ?

Discussion autour de l'ouvrage « Sociologie de l'argent » de **Damien de Blic**, Maître de conférences en science politique à l'Université Paris 8, et **Jeanne Lazarus**, CSO.

Débat avec **Nicolas Duvoux**, Professeur à l'Université Paris 8, **Bernard Horenbeek**, Président du directoire de la Nef, finance éthique, **Hélène Périvier**, Directrice du Programme PRESAGE de Sciences Po, modéré par **Xavier Molénat**, Rédacteur en chef adjoint d'Alternatives Economiques.



18 Juin -
Faut-il légaliser
le cannabis ?

Discussion autour
de l'ouvrage « Faut-il
légaliser le cannabis ? »
de Renaud Colson,
maître de conférences
à la faculté de Droit
à l'Université de Nantes,
et Henri Bergeron, CSO.

Débat avec Caroline
Janvier, députée
du Loiret et rapporteure
de la mission
d'information
parlementaire sur
le cannabis récréatif,
Professeur Michel
Kazatchkine, membre
de la Commission
Globale sur les politiques
publiques en matière
de drogues, modéré
par Catherine André,
Rédactrice en chef
adjointe d'Alternatives
Economiques.

Journées d'études/ séminaires

SÉMINAIRE ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR

6 avril - Clémentine Gozlan, Maîtresse de conférences à l'Université Versailles St Quentin, membre du laboratoire Printemps: Une mobilisation réformatrice? Sauvons la recherche et la genèse des réformes scientifiques en France (années 2000).

21 juin - Kathia Serrano Velarde, Professeur de sociologie politique à l'Université de Heidelberg: How do academic organizations select candidates?

SÉMINAIRE DOMESTICITÉS

Organisés par : **Hélène Malmey**, doctorante à l'IRISSO et **Alizée Delpierre**, post-doctorante au CSO.

11 janvier - Domesticités en Afrique

Présentation du dossier thématique de la revue Politique Africaine: « Politiser le domestique. Regards socio-historiques sur les domesticités en Afrique », par Mélanie Jacquemin, LPED, IRD et Violaine Tisseau, IMAF, CNRS.

9 février - Résister en domesticités

« Auxiliaires parentales en lutte. Du « syndicat du square » à la table des négociations », par Caroline Ibos, LEGS, Université Rennes 2.

16 mars - Domesticités et masculinités

« Asservir les hommes de la domesticité rurale: Masculinités européennes et algériennes musulmanes après l'insurrection de 1871 », par Nassima Mekaoui, CRH, EHESS.

6 avril - Histoire du service

« Le soin, le sale, le service, perspectives historiques », par Geneviève Fraisse, CEV, Université Paris Diderot.

3 mai - Théoriser les domesticités

Intervention d'Elsa Dorlin, CEFEG, Université Paris 8.

7 juin - Domesticités rurales

Intervention d'Elias Burgel, HisTéMé, Université de Caen-Normandie.

19 octobre - Domesticités dans les Suds: des droits encore fragiles

Présentation du dossier « Domesticités dans les Suds » paru dans la Revue Internationale des Etudes sur le Développement par Alizée Delpierre, Hélène Malmey et Lorena Poblete.

30 novembre - Comment enquêter sur la violence dans les domesticités ?

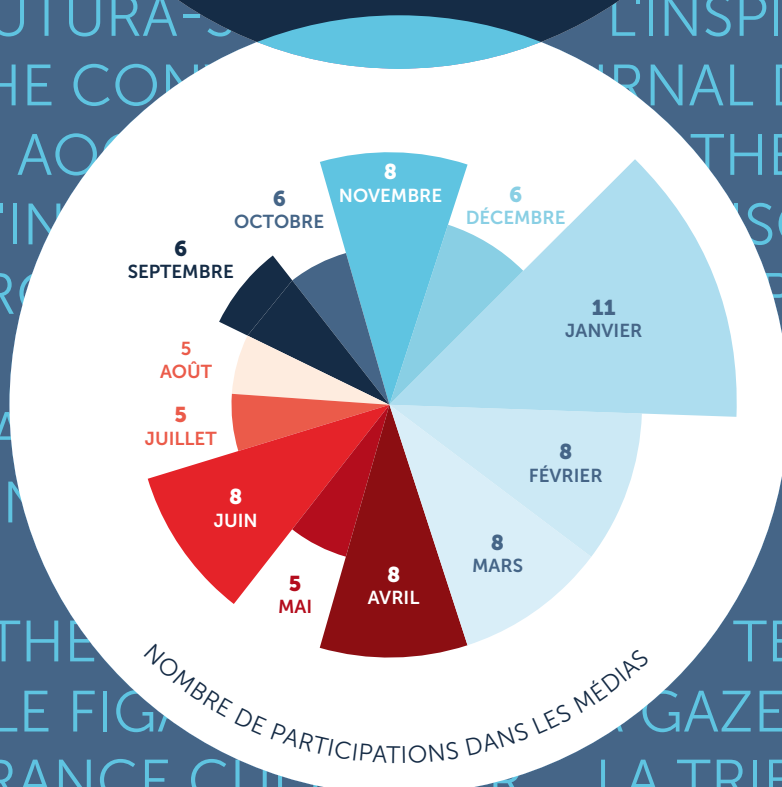
Laura Carpentier-Goffre, CERI.

14 décembre - Maid in Maharashtra. Domestic labour relations and position of paid domestic workers in Maharashtra, India

Présentation d'Anwita Dinkar, OSC.

LE CSO DANS LES MÉDIAS

Le CSO est largement présent dans les médias afin de partager et faire connaître les résultats des recherches menées au sein du laboratoire. Ces interventions dans la presse généraliste ou spécialisée, à la radio, sur le web ou à la télévision, permettent d'éclairer des débats et faits d'actualité.



Soutenances



Tonya Tartour, sous la direction de Daniel Benamouzig

«L'administration du désordre. Gouverner l'hôpital psychiatrique depuis les années 1980.»

La thèse étudie les transformations récentes des modes de gouvernement de l'activité psychiatrique hospitalière. Elle explore plus singulièrement le rôle de deux processus réformateurs influents : l'introduction du contrôle judiciaire des hospitalisations sans consentement et l'évolution du mode de financement des établissements publics en psychiatrie. Inégalement abouties et traversées par des logiques institutionnelles hétérogènes, respectivement fondées sur le droit et sur l'économie, ces évolutions partagent le projet normatif de devenir des références légitimes pour l'hôpital psychiatrique, non sans effets sur ses pratiques et ses dynamiques professionnelles ou organisationnelles. Ce travail sociologique mobilise de nombreux entretiens, conduits auprès d'acteurs professionnels ou

en charge de la régulation, un ensemble d'observations ethnographiques réalisées dans des établissements spécialisés, notamment lors d'audiences judiciaires, ainsi qu'un dépouillement de sources écrites. La thèse analyse la fabrique des politiques publiques en psychiatrie et leur mise en œuvre, en prêtant attention au rôle des psychiatres et à leurs interactions avec d'autres acteurs professionnels, dans le domaine du droit en particulier, ainsi qu'avec des acteurs institutionnels, nationaux ou régionaux notamment. La thèse conclut à une relative dépossession des psychiatres dans les processus de réforme de l'institution psychiatrique au cours des dernières décennies, euphémisée par leur capacité à contrôler en partie les conditions de la mise en œuvre de ces évolutions.



Anne Moyal, sous la direction d'Henri Bergeron.

«Une liberté sous contraintes? Rationalisation des pratiques des professionnels libéraux de soins primaires en Maisons de Santé Pluriprofessionnelles en France.»

Cette thèse s'intéresse aux Maisons de Santé Pluriprofessionnelles (MSP), en tant qu'instrument d'action publique participant d'un processus de rationalisation du secteur ambulatoire en France. Introduites à la fin des années 2000 et regroupant des professionnels libéraux de soins primaires (principalement médecins généralistes et professionnels paramédicaux), ces nouvelles organisations sont présentées par l'État et une part croissante de professionnels de santé comme l'une des principales réponses au problème d'accès aux soins, permettant d'attirer des médecins généralistes sur certains territoires et de faciliter le transfert de tâches vers d'autres professionnels, pour compenser la baisse de la démographie médicale.

Dans un secteur à dominante libérale, le gouvernement a choisi une politique incitative et contractuelle pour encourager – et non contraindre – les professionnels à se regrouper en MSP. Celle-ci passe par une labellisation des structures par l'administration sanitaire ainsi que l'attribution de nouvelles rémunérations par l'assurance maladie, qui s'ajoutent aux rémunérations individuelles et à l'acte des professionnels libéraux. Sans remettre en cause leur statut libéral,

cette nouvelle relation contractuelle avec les autorités sanitaires s'accompagne de règles et procédures, inédites dans le secteur libéral, qui touchent à la fois à l'accès aux soins, aux types de soins et à la coordination entre professionnels.

Comment expliquer que des professionnels libéraux acceptent de s'engager dans une relation contractuelle avec les autorités sanitaires qui vient encadrer leur traditionnelle liberté d'exercice ? Quels sont les effets des nouvelles procédures de rationalisation sur leurs pratiques ? À travers une analyse sociologique qualitative aux niveaux national et surtout local dans 6 MSP, nous montrons que les professionnels de santé libéraux parviennent à maintenir leur autonomie professionnelle en s'appropriant les nouvelles procédures de rationalisation pour en limiter la contrainte, voire en faire une nouvelle ressource pour faire évoluer leurs pratiques dans un sens qui leur convient. Nous montrons, par ailleurs, que le contexte organisationnel crée de nouvelles situations de coopération entre médecins généralistes et autres professionnels du secteur ambulatoire, qui mènent à une reconfiguration des territoires professionnels à l'échelle des organisations.



Audrey Harroche, sous la direction de Christine Musselin.

«Gouverner par les inégalités, la mise en œuvre d'une initiative d'excellence dans l'enseignement supérieur et la recherche.»

Tandis que la reproduction et l'accroissement des inégalités sont souvent considérés comme des effets pervers des institutions publiques, de nombreuses réformes dites néomanagériales visent aujourd'hui à gouverner le secteur public en créant, creusant, ou prenant appui sur des inégalités parmi les professionnels, les organisations, ou les usagers. L'enseignement supérieur et la recherche figurent parmi les secteurs à l'avant-garde de ces recompositions de l'action publique. En France, le lancement de la politique des Initiatives d'excellence (Idex) en est une illustration emblématique: en recourant à des appels à projets mettant en compétition les universités pour faire émerger des établissements «de classe mondiale», ce programme concentre les ressources sur une dizaine d'établissements et accroît la mise en concurrence des chercheurs, des laboratoires et des établissements. En recourant à l'analyse longitudinale d'une Idex, cette thèse prend pour objet ces nouvelles politiques inégalitaires, interroge les conditions sociales et politiques de leur mise en œuvre et prend la mesure des inégalités créées à l'échelle d'un site universitaire.

Nous démontrons ainsi qu'à travers les Idex, l'État gouverne par les inégalités. Cependant, ce gouvernement n'est possible

qu'à certaines conditions mettant fortement à contribution les dynamiques et les acteurs locaux. Nous avons également montré que cette politique repose sur une réforme organisationnelle, dans le sens où l'administration d'une Idex revient essentiellement à mettre en place des règles, des procédures, des structures afin de rendre les universités plus inégalitaires. Plus précisément, les inégalités étudiées ne résultent pas seulement du fonctionnement des organisations, mais s'appuient sur un travail organisationnel qui vise, tout à la fois, à les produire et à les légitimer. Sur le site, cela a abouti à une mise en organisation partielle de l'université visant à tracer des lignes d'inclusion et d'exclusion parmi la communauté académique. Les lauréats faisant partie des projets d'excellence bénéficient alors de ressources supplémentaires et de traitements privilégiés, ceci de façon durable. Ainsi, les professionnels favorisés par cette politique n'éprouvent pas les effets délétères décrits par beaucoup de travaux sur les réformes néomanagériales, et voient s'accroître leurs marges d'autonomie. En effet, cette politique gouverne davantage les contours des projets d'excellence que les conduites des chercheurs à l'intérieur de ces derniers. En définitive, les Idex gouvernent des périmètres, et c'est à l'intérieur et entre ces derniers que les inégalités se jouent.



Marion Gaboriau, sous la co-direction de Marie Cartier et Jérôme Pélisse.

« L'inaptitude au travail comme dispositif. De la production institutionnelle aux jugements en situation: le cas de la ville de Paris.»

Cette thèse porte sur la reconnaissance de l'inaptitude au travail pour raison de santé dans la fonction publique territoriale. Elle explore ce phénomène à la ville de Paris, employeur de plus de 51 000 agents publics permanents qui reconnaît chaque année plus de 500 travailleurs et travailleuses inaptes à leurs fonctions. Cette recherche s'appuie sur une enquête ethnographique de trois ans mêlant observations de situations de travail et d'expertise, entretiens avec divers professionnels et travailleurs reconnus inaptes à leurs fonctions, analyses qualitatives de dossiers médico-administratifs et traitements statistiques de bases de données. Plutôt que d'être pensée comme une décision figée et ponctuelle, l'inaptitude est envisagée dans la thèse comme un dispositif composite (au croisement du droit, de la santé et du travail), processuel et dynamique

(en ce qu'il implique de nombreux acteurs qui, par jeu d'alliance, négociation ou contestation, peuvent en changer l'issue). L'analyse vise à comprendre les logiques institutionnelles (juridiques, financières et gestionnaires) qui sous-tendent le dispositif tout comme ce qui nourrit les jugements d'inaptitude en situation. La thèse explore différentes scènes d'expertise médico-statutaire (consultation médicale et commission de réforme), traversées par des rapports de force dissymétriques et par des jeux avec l'information sources de malentendus et d'incertitude. Elle met enfin au jour un effet de (re)production d'inégalités sociales (notamment entre hommes et femmes) en matière de reconnaissance et de prise en charge des problèmes de santé au travail dont les causes potentiellement professionnelles sont souvent ignorées.

Association des sociologues des organisations

L'ASO a pour objectif d'entretenir les liens et le dialogue entre la recherche académique et d'autres milieux professionnels intéressés par la sociologie des organisations, et de valoriser cette dernière dans des milieux non académiques. Elle constitue également une aide à la professionnalisation et à l'insertion professionnelle pour les doctorantes et doctorants du CSO.

L'ASSEMBLÉE GÉNÉRALE S'EST TENUE LE 2 DÉCEMBRE 2021

Deux séances ont été organisées à la fin de l'année 2021:

Le 5 novembre

discussion de deux livres de docteurs du CSO,
**«Le nouvel horizon de la productivité .
En finir avec le surtravail»,**
d'Olivier Tirmarche paru en 2020 aux Editions Odile Jacob

et

«Capitalisme et colonisation mentale»,
paru en 2021 aux Presses universitaires de France de David Muhlmann

2 décembre

discussion autour de l'ouvrage d' Emmanuel Lazega,
«Bureaucracy, Collegiality, and Social Change»,
paru en 2020 chez Edward Elgar et de Jacques Degroof,
**«From the Basement to the Dome. How MIT's Unique
Culture Created a Thriving Entrepreneurial Community»,**
paru en 2021 chez MIT Press

Ouvrages et publications

Chercheurs et chercheuses

ARTICLES DANS DES REVUES AVEC COMITÉ DE LECTURE

Albouy-Llaty M., Martin C., Benamouzig D., Bothorel E., Munier G., Simonin C., Guéant J.L., Rusch E. (2021).
Positioning Digital Tracing Applications in the Management of the COVID-19 Pandemic in France.
Journal of Medical Internet Research. 23(10): e27301

Aust J., Clément P., Gally N., Gozlan C., Ollion E., Picard E. (2021).
Des patrons aux ex-pairs. Réformes de l'État, mobilisations professionnelles et transformations de l'élite du gouvernement de la recherche en biomédecine en France (fin des années 1940 - début des années 2000).
Gouvernement & action publique. 2021/3(10): 9-42

Aust J., Gozlan C. (2021).
Faire charnière entre l'État et les professions. Fabriques des réformes managériales et mobilisations professionnelles.
Politix. 135

Aust J., Gozlan C. (2021).
Réformes managériales et mobilisations professionnelles.
Politix. 135(3)

Barreyre N., Lemerrier C. (2021).
The Unexceptional State: Rethinking the State in the Nineteenth Century (France, United States).
American Historical Review. 126(2): 481-503

Beaussier A.L. (2021).
Le gouvernement fédéral américain au chevet de l'assurance santé.
La Revue de l'IRE. 103-104(1): 109-129

Benamouzig D., Planel M.P. (2021).
Avant-propos.
Revue française des affaires sociales. (2): 7-11

Benamouzig D., Bergeron H., Segret A. (2021).
La Fondation de France et les soins palliatifs.
Une action publique under cover, Gouvernement et action publique. 10(3): 95-117

Bergeron H. (2021).
La démocratie sanitaire à l'épreuve,
Les Tribunes de la Santé. 70: 1-8

Bergeron H., Castel P., Vézian A. (2021).
Beyond Full Jurisdiction: Pathology and Inter-Professional Relations in Precision Medicine.
New Genetics and Society. 40(1): 42-57

Bès M.P., Favre G., Lemerrier C. (2021).
Sources et données pour l'analyse des réseaux sociaux.
Bulletin de Méthodologie Sociologique / Bulletin of Sociological Methodology. 152(1): 10-51

Borraz O. (2021).
Lubrizol: quelles leçons?
Environnement, Risques & Santé. 20(2): 191-197

Bouchez M., Ward J.K., Bocquier A., Benamouzig D., Peretti-Watel P., Seror V., Verger P. (2021).
Physicians' decision processes about the HPV vaccine: A qualitative study.
Vaccine. 39(3): 521-528

Boullier H., Cornilleau L., Jouzel J.-N., Juven P.A. (2021).
«En attendant d'autres données». Raison modélisatrice, incertitudes et pièges de l'abstraction.
Terrains et Travaux: Revue de Sciences Sociales. 38(1): 5-22

Bourret P., Castel P., Bergeron H., Cambrosio A. (2021).

Organizing precision oncology: Introduction to the special issue.
New Genetics and Society.
40(1): 1-6

Brandt P., Timmermans S. (2021).

Abductive Logic of Inquiry for Quantitative Research in the Digital Age.
Sociological Science. 8: 191-210

Cambon L., Bergeron H., Castel P., Ridde V., Alla F. (2021).

Quand la réponse mondiale à la pandémie de COVID-19 se fait sans la promotion de la santé.
Global Health Promotion.
28(2): online

Carof S., Nouguez E. (2021).

Séparer l'aliment du médicament: La régulation européenne des allégations nutritionnelles et de santé portant sur les aliments.
Socio-anthropologie. (43): 111-127

Cavalin C., Henry E., Jouzel J.-N., Péliasse J. (2021).

Travail, santé et maladie professionnelle: un siècle de sous-reconnaissance.
Raison Présente. 218: 57-66

Chabert-Liddell S.-C., Barbillon P., Donnet S., Lazega E. (2021).

A stochastic block model approach for the analysis of multilevel networks: An application to the sociology of organizations.
Computational Statistics and Data Analysis. 158:107179

Chessel M.-E., Depecker T., Favier A., Lhuissier A., Macchi O. (2021).

The "Catholic matrix" of consumer surveys at the National Institute of Hygiene (1945-1964).
Archives de Sciences Sociales des Religions. (195): 131-162

Demazière D. (2021).

Job search success among the formerly unemployed: paradoxically a matter of self-discipline,
Critical Policy Studies.
15(2): 192-208

Demazière D., Le Saout R. (2021).

Professionnalisation et indemnisation des élus.
Revue française de science politique. 71(1): 29

Demazière D., Le Saout R. (2021).

Vivre de la politique. Rémunération des élus et indemnisation des mandats.
Revue française de science politique. 71(1): 7-28

Demazière D., Zune M. (2021).

When job search is deemed insufficient: experiences of unemployed people disbarred following compliance monitoring.
Social Policy and Society. 1-15

Demortain D., Borraz O. (2021).

Managing technical reputation: Regulatory agencies and evidential work in risk assessment.
Public Administration. 1-14

Dorschel R., Brandt P. (2021).

Professionalisierung mittels Ambiguität. Die diskursive Konstruktion von Data Scientists in Wirtschaft und Wissenschaft.
Zeitschrift für Soziologie.
50(3-4): 193-210

Dubois S., François P. (2021).

Introducing Aesthetics Into Status Analysis: The Case of French Contemporary Poetry.
American Behavioral Scientist.
65(1): 44-58

Dubuisson-Quellier S. (2021).

Anti-corporate activism and market change: the role of contentious valuations.
Social Movement Studies.
20(4): 399-416

Garrigou A., Laurent C. C., Baldi I., Berthet A., Colosio C., Daubas-Letourneux V., Galey L., Goutille F., Jackson Filho J. M., Jas N., Jouzel J.-N., Judon N., Lebailly P., Samuel O. (2021).

Response from the authors of the article "Critical review of the role of personal protective Equipment (PPE) in/the prevention of risks related to agricultural pesticide use" to the letter to the editor from the European crop protection association (ECPA) Occupational and bystander exposure expert group (OBEEG).
Safety Science. 138: 105191

Hénaut L. (2021).

Établir un diagnostic dans un environnement «surpeuplé»: quelles conséquences sur l'autonomie du jugement professionnel?
Sciences Sociales et Santé.
39(1): 101-108

Hoolohan C., Wertheim-Heck S.C.O., Devaux F., Domaneschi L., Dubuisson-Quellier S., Schafer M., Wethal U.B. (2021).

COVID-19 and socio-materially bounded experimentation in food practices: insights from seven countries.
Sustainability: Science, Practice and Policy. 16-36

Jouzel J.N., Pélisse J. (2021).
Surveiller sans savoir. Le destin contrarié d'une cohorte épidémiologique de travailleurs exposés aux nanomatériaux.
Revue d'Anthropologie des Connaissances. 15(4)

Jouzel J.N., Prete G. (2021).
Exploitants, salariés, riverains, même combat? La dénonciation des effets des pesticides sur la santé, entre coalition et division.
Sociétés contemporaines. 121(1): 89-110

Kiem C., Bosetti P., Paireau J., Crepey P., Salje H., Lefrancq N., Fontanet A., Benamouzig D., Boëlle P.-Y., Desenclos J.-C., Opatowski L., Cauchemez S. (2021).
SARS-CoV-2 transmission across age groups in France and implications for control.
Nature Communications. 12(1): 6895

Launois R., Cabout E., Benamouzig D., Velpy L., Briot K., Alliot F., Perrin L., Grange L., Sellami R., Touboul C., Joubert J.M., Roux C. (2021).
Barriers and Expectations for Patients in Post-Osteoporotic Fracture Care in France: The EFFEL Study.
Value in Health. In press

Lazarus J. (2021).
L'argent des femmes. Quelques pistes de recherche.
Sensibilités: histoire, critique & sciences sociales. 1(9): 60-71

Lazarus J., Serve S. (2021).
Sauver les entreprises. Les prêts garantis par l'État.
Revue Projet. (380): 31-36

Lazega E. (2021).
Visualizing Multilevel Networks for the Analysis of Superposed Levels of Collective Agency.
Connections. 40(1), 143-145

Lemerrier C., Zalc C. (2021).
Back to the Sources: Practicing and Teaching Quantitative History in the 2020s. Capitalism: A Journal of History and Economics. 2(2): 473-508

Lemerrier C. (2021).
Genre et hiérarchies des métiers du textile en France selon les guides pour le « choix d'un état », 1850-1900.
Le Mouvement social. (276): 129-149

Lemerrier C. (2021).
Un catholique libéral dans le débat parlementaire sur le travail des enfants dans l'industrie (1840). Parlement[s],
Revue d'histoire politique. 1(33): 197-208

Musselin C. (2021).
Bringing universities to the centre of the French higher education system? Almost but not yet...
European journal of higher education. 11(3): 329-345

Musselin C. (2021).
Sociologue de l'Université: quand des opportunités font trajectoire.
Bulletin de Méthodologie Sociologique / Bulletin of Sociological Methodology. 151(1): 8-37

Musselin C. (2021).
University Governance in Meso and Macro Perspectives.
Annual Review of Sociology. 47: 305-325

Ossandón J., Deville J., Lazarus J., Luzzi M. (2021).
Financial oikonomization: the financial government and administration of the household.
Socio-Economic Review. Online

ARTICLES DANS DES REVUES SANS COMITÉ DE LECTURE OU DE VULGARISATION

Bacalex D., Lemerrier C. (2021).
Vers une recommandation de l'UNESCO sur la science ouverte.
La Vie de la recherche scientifique. (426): 36-38

Benamouzig D., Cortinas Munoz C. (2021).
L'industrie agroalimentaire et ses activités politiques,
Cogito, le magazine de la recherche (Sciences Po). 16 novembre 2021

Biland E., Bouchard J., Lavoie K., Côté I., Giroux M. (2021).
Quelles expériences du droit et de la justice pour les parents LGBTQ+ qui se séparent?
Débats et enjeux. 9

Biland E., Rafin N., Steinmetz H. (2021).
Vie privée: quand l'État rame, les femmes et les enfants écopent.
Délibérée. (12):6-12

Brocard C., Saujot M., Brimont L., Dubuisson-Quellier S. (2021).
Pratiques alimentaires durables: un autre regard sur et avec les personnes modestes.
IDDRI, Développement durable et relations internationales, Décryptage. 1

Crespin R. (2021).
Doping for Work.
Cogito, le magazine de la recherche (Sciences Po). 12 December 2021

François P., Lemerrier C. (2021).
Les trois âges du capitalisme. La Vie de la recherche scientifique. (424): 55-58

Jouzel J.-N., Huc L. (2021).
L'évaluation des risques des pesticides: entre savoir réglementaire et science académique.
Responsabilité & environnement: série trimestrielle des Annales des mines. N°104(4): 28-31

Lazarus J. (2021).
Le PGE n'est ni uniquement une aide, ni un outil purement marchand.
Banque Stratégie. (401): 16-19

Lemerrier C. (2021).
Les entreprises, actrices de l'éducation?: L'apprentissage en Europe depuis le XVIII^e siècle.
Encyclopédie pour une histoire numérique de l'Europe [en ligne]

Lemerrier C. (2021).
Services publics: « La dématérialisation désespère les populations. »
La Gazette des communes. 49, 18-19

Lemerrier C., Pelletier W. (2021).
« On a voulu savoir qui veut la peau des services publics, comment et pourquoi. »
L'Humanité dimanche. 10-17 novembre: 62-64

Lemerrier C. (2021).
Ramer pour faire virer le Titanic.
Le Mag du Printemps de l'Économie: 10-11

Lemerrier C. (2021).
Pas de prêt-à-porter pour l'ouverture des données de la recherche.
La Vie de la recherche scientifique. (426): 32-35

Pélisse J. (2021).
Forces et faiblesses du syndicalisme français.
Sciences humaines. 337

Saujot M., Dubuisson-Quellier S., Martin S. et al. (2021).
Pour une meilleure intégration des dimensions sociales et des modes de vie dans les exercices de prospective environnementale.
IDDRI, Développement durable et relations internationales, Étude. 1

OUVRAGES

Colson R., Bergeron H. (2021).
La Légalisation du Cannabis,
Paris, Edi8

De Blic D., Lazarus J. (2021).
Sociologie de l'argent,
Éditions La Découverte, 128

François P. (2021).
Financiariser l'assurance.
Enquête sur Solvabilité II, Presses de Sciences Po, 342

François P., Lemerrier C. (2021).
Sociologie historique du capitalisme.
Grands Repères, Éditions La Découverte

Gervais J., Lemerrier C., Pelletier W. (2021).
La valeur du service public,
Éditions La Découverte

Rot G., Vatin F. (2021).
In the flow. Working on chemical and nuclear power plans,
Presses des Mines, 130

DIRECTIONS D'OUVRAGES

Cavalin C., Henry E., Jouzel J.-N., Pélisse J. (2021).
Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles,
Presses des Mines

Rot G., Vatin F. (2021).
L'esthétique des 30 glorieuses,
Illustria, 296

DIRECTIONS DE NUMÉROS SPÉCIAUX

Benamouzig D., Planel M.-P. (2021).
Sécurité sanitaire et réaction au Covid19,
Revue Française des Affaires Sociales. 2, 296 p.

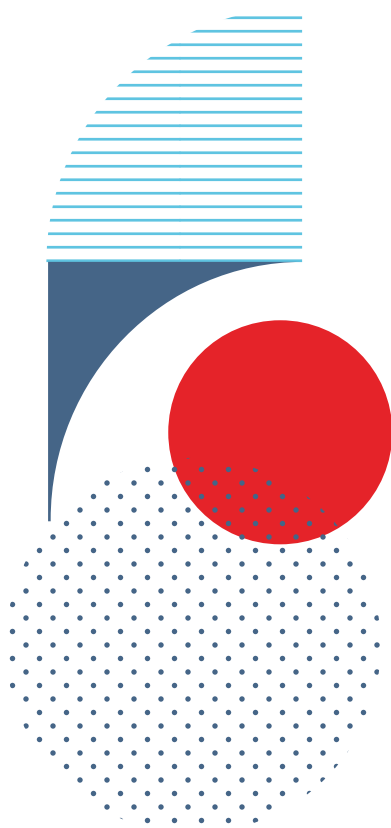
Bourret P., Castel P., Bergeron H., Cambrosio A. (2021).
Organizing precision oncology,
New Genetics and Society. 131

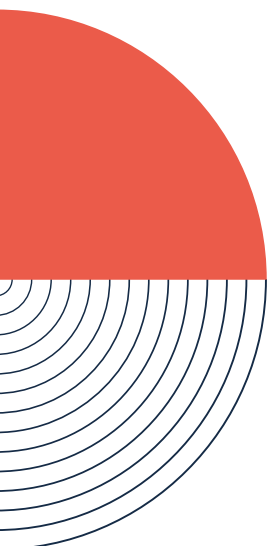
Demazière D., Le Saout R. (2021).
Vivre de la politique. Rémunération des élus et indemnisation des mandats.
Revue française de sciences politiques. 71(1)

CHAPITRES D'OUVRAGES

Benamouzig D., Borraz O. (2021).
Burocracia, organizações, políticas públicas e formalização do conhecimento,
Sociologia Política da ação pública: teorias, abordagens et conceitos

Biland E., Gally N. (2021).
Fonction publique: vers un nouveau modèle?
Nouvelle sociologie politique de la France, Armand Colin





Brunier S. (2021).

Faire du foin. Reconfiguration des savoirs agronomiques et expérimentation d'un nouveau régime de conseil agricole lors de la «révolution fourragère» (1945-1960), Margot Lyautey, Léna Humbert, Christophe Bonneuil, *Histoire des modernisations agricoles au XX^e siècle*, Presses Universitaires de Rennes

Brunier S., Jouzel J.-N., Prete G. (2021).

L'ignorance en chaîne: la sous-reconnaissance des hémopathies professionnelles liées aux pesticides, Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles, Presses des Mines, 215-234

Carof S., Nouguez E. (2021).

Aux frontières de l'aliment et du médicament: Genèse et transformations du marché des «aliments» (1990-2016), Bruno Valat, *Les marchés de la santé en France et en Europe au XX^e siècle*, Presses Universitaires du Midi, 305-330

Cavalin C., Henry E., Jouzel J.-N., Pélisse J. (2021).

Pour ne pas «entrer dans l'avenir comme les écrevisses, à reculons», C. Cavalin, E. Henry, J.-N. Jouzel, J. Pélisse, *Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles (1919-2019)*, Editions des Presses des Mines, 275-291

Cavalin C., Henry E., Jouzel J.-N., Pélisse J. (2021).

Travail, santé et maladie professionnelle: un siècle de sous-reconnaissance, C. Cavalin, E. Henry, J.-N. Jouzel, J. Pélisse, *Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles (1919-2019)*, Editions des Presses des Mines, 11-28

François P. (2021).

A French Institutionalism in Economic Sociology? Maurer, Andrea, *Handbook of Economic Sociology for the 21st Century*, Springer, 63-77

François P., Lemerrier C. (2021).

L'emprise de la finance, Burlaud, Antony, Popelard, Allan, Rzepski, Grégory, *Le nouveau monde*, Éditions Amsterdam, 227-235

Lazarus J. (2021).

Afterword, Households and Financialization in Europe, Routledge, 169-178

Lazega E. (2021).

Perplexity Logs: On Routinized Certainty Work and Social Consequences of Seeking Advice from an Artificial Intelligence, *Post-Human Futures*, Routledge, 69-91

Lazega E., Montes-Lihn J. (2021).

On Macropolitics of Knowledge for Collective Learning in the Age of AI-boosted Big Relational Tech, M.S.Archer & A.Maccarini, *What is Essential to Being Human? Can AI Robots Not Share It?* London: Routledge, 132-157

Lemerrier C. (2021).

Trajectoires d'apprenti-e-s en France aux XVIII^e et XIX^e siècles: des mobilités socialement différenciées, Nadia Lamamra, Morgane Kuehni, Séverine Rey, *Finalités et usages de la formation professionnelle*. Apprendre un métier, trouver un emploi, poursuivre ses études?, Antipodes, 121-139

Musselin C. (2021).

Brève histoire des universités, de leur suppression sous la Révolution, à leur renaissance en 1968, jusqu'à leurs reconfigurations actuelles, Forest Frédéric, *Les Universités en France Nouvelle édition entièrement refondue, augmentée et mise à jour*, Presses Universitaires de Rouen et du Havre

Musselin C. (2021).

Les universités en fusion: conclusion de la partie 2, *Politiques de la Fusion*, LGDJ, 125-131

Musselin C. (2021).

Préface, Rémond René, *La Règle et le Consentement*, Presses de Nanterre, Presses de Sciences Po

Musselin C. (2021).

Un monde universitaire en transformation, Stéphane Le Boulter, Pauline Lenesley, *Études de Santé. Le temps des réformes*, Presses Universitaires François Rabelais

Nouguez E. (2021).

In whose best interest? Framing pharmacists' and physicians' (conflicts of) interest in the French market for generic drugs, Boris Hauray, Henri Boullier, Jean-Paul Gaudillère, Hélène Michel, *Conflict of Interest and Medicine*, Routledge, 129-146

Pélisse J. (2021).

La judiciarisation des luttes sociales questionnées. Perspectives sociologiques, C. Nivard, *Justice sociale et juges*, LGDJ, 201-216

Pélisse J., Benish A. (2021).

Administrative Justice in the Private Sector, Joe Tomlinson, Robert Thomas, Marc Hertogh, Richard Kirkham, *The Oxford Handbook of Administrative Justice*, Oxford University Press, online

Prete G., Jouzel J.-N., Dedieu F. (2021).

For science, by science. The emergence and circulation of conflict of interest as a protest repertoire to fight against pesticides, Boris Hauray, Henri Boullier, Jean-Paul Gaudillière, Hélène Michel, *Conflict of Interest and Medicine*. Knowledge, Practices, and Mobilizations, Routledge, 201-218

Rot G. (2021).

Les corps au travail sur les plateaux de tournage, Thierry Arnal, Corine Maitte, Thierry Pillon, Didier Terrier, *Le corps au travail. Performance, discipline, fatigue*, Palermo, New Digital Frontiers, 219-248

Rot G., Vatin F. (2021).

Le cinéaste, le poète et l'entreprise: la poétique des tubulures chez Pechiney, François Vatin, Gwenaële Rot, *L'Esthétique des Trente glorieuses*, Illustria, 200-211

Vatin F., Rot G. (2021).

Faire le portrait de l'industrie moderne: Reynold Arnould, François Vatin, Gwenaële Rot, *L'Esthétique des Trente glorieuses*, Illustria, Trouville, 160-171

RAPPORTS DE RECHERCHE

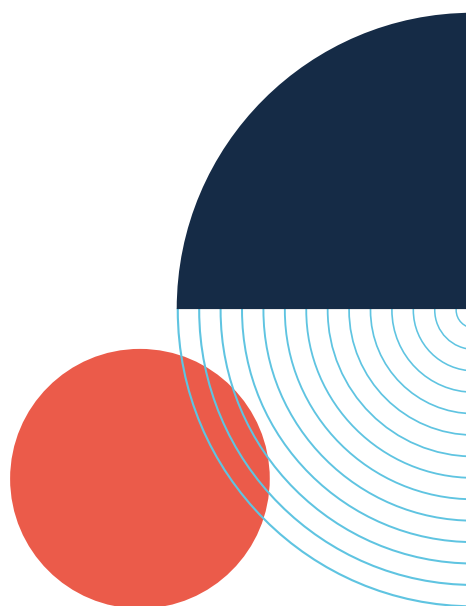
Baldi I., Jérémie B., Chevrier C., Coumoul X., Elbaz A., Goujon S., Jouzel J.-N., Monnereau A., Multigner L., Salles B., Siroux V., Spinosi J. (2021).

Pesticides et effets sur la santé: Nouvelles données. Institut national de la santé et de la recherche médicale (INSERM), EDP Sciences, XIX-1009 p.

Cortinas-Munos J.,

Benamouzig D. (2021).

Activités politiques des entreprises de la filière des compléments alimentaires en France, Sciences Po, Chaire Santé et Centre de Sociologie des Organisations, 165 p.



Hénaut L., Froissart A. (2021).

Confinement et médiation culturelle: retour sur l'activité des établissements patrimoniaux nationaux au printemps 2020. Ministère de la Culture

Pélisse J. (2021).

Tensions et conflits du travail dans les établissements français depuis les années 2000, Rapport pour la DARES, 353

Pélisse J., Wolmark C. (2021).

Le représentant de proximité, une figure au cœur des enjeux de la nouvelle représentation collective des salariés, rapport pour France Stratégie / Comité d'évaluation des Ordonnances Macron, 249

Rot G.,

Le chantier, temps, espace et production. Le chantier en pointillés.

Centre de sociologie des organisations, IRSN, 15 octobre 2021, 55p.

Seigneurin M., Balagué C., Mellet K. (2021).

Publicité numérique responsable. Chaire Good in Tech, Institut Mines-Télécom Business School (Institut Mines-Télécom), Sciences Po Paris, 57p.

COMPTES RENDUS, CRITIQUES

Chessel M.-E. (2021).

Compte rendu de l'ouvrage de Pauline Barraud de Lagerie, Les patrons de la vertu. De la responsabilité sociale des entreprises au devoir de vigilance, Sociologie du travail. 63/3

Chessel M.-E. (2021).

En lisant les thèses et les HDR, Entreprises et histoire. 2021/2 (103), p. 197-205

Chessel M.-E., Haakenstad

Bianquis A., Macchi O. (2021).

La formation d'Yves Lequin ou la "bande à Léon", Entretien avec Maurice Garden, Le mouvement social. p.226-232

Doctorants/doctorantes, et post-doctorants/ post-doctorantes

ARTICLES DANS DES REVUES AVEC COMITÉ DE LECTURE

Besenval M. (2021).

Résister dans les interstices: la subversion au travail dans un studio de création de jeux vidéo.

Sociologie du Travail. 63(1): en ligne

Bonneuil C., Choquet P.-L., Franta B. (2021).

Early warnings and emerging accountability: Total's responses to global warming, 1968-2021.

Global Environmental Change. 71, 102386

Clouet H., Oudot J., Noûs C. (2021).

Une dématérialisation contrainte: enquêter par temps de Covid-19.

Sociologies pratiques. 43(2):85-96

Delpierre A. (2021).

Des femmes si privilégiées? La fatigue d'être servi-e par des domestiques.

Travail, genre et sociétés. 2 (n°46): 115-131

Delpierre A., Malarmey H. (2021).
Introduction: Domesticités dans les Suds. Des droits encore fragiles.

Revue internationale des études du développement. 2(246): 7-35

Delpierre A. (2021).

Les « bons » corps de la domesticité: Recrutement physique et jugement esthétique du personnel de maison des grandes fortunes.

Genèses. Sciences sociales et histoire. 2(123): 8-27

Delpierre A. (2021).

The price of 'golden' exploitation: How money flows from the super-rich to domestic workers support inequalities.

Socio-Economic Review. 1-28

Delpierre A. (2021).

Un salariat sans droit? Les usages du droit dans la domesticité à temps plein.

Revue française de sociologie. 62(1): 105-131

Delpierre A., Alsheltawy R. (2021).

Introduction. Petites et grandes résistances dans les domesticités.

L'Homme et la Société. 1/214

Dubois B. (2021).

Redéfinir une juridiction professionnelle. Artistes et assistantes de production dans les projets d'art contemporain.

Sociologie du Travail. 63(3)

Madon J. (2021).

Free repair against the consumer society: How repair cafés socialize people to a new relationship to objects.

Journal of Consumer Culture. online

Sautier M. (2021).

Move or perish? Sticky mobilities in the Swiss academic context.

Higher Education. Online

Tartour T. (2021).

L'administration du désordre. Gouverner l'hôpital psychiatrique depuis les années 1980, Présentation de thèse.

Revue de la régulation. 31

ARTICLES DANS DES REVUES SANS COMITÉ DE LECTURE OU DE VULGARISATION

Bourgeois I., Morize N., Fournier C. (2021).

Accompagner le renouvellement de l'action publique en santé au niveau régional: des expérimentations nationales de l'article 51 qui apprennent à (dé)cadre,

Questions d'économie de la santé. 262

Fournier C., Michel L., Morize N., Pitti L., Suchier M. (2021).

Les soins primaires face à l'épidémie de Covid-19. Entre affaiblissement et renforcement des dynamiques de coordination territoriale,

Questions d'économie de la santé. 260

Hondermarck A. (2021).

Changer le monde par son assiette: retour historique sur le végétarisme,

The Conversation. (14 mai 2021)

Hondermarck A. (2021).

Quelques mots sur la thèse... d'Alexandra Hondermarck. Blog SOLAL. (29/07/2021)

Morize N., Bourgeois I., Fournier C. (2021).
Renouveler l'action publique en santé: un article (51) pour expérimenter avec les organisations de santé,
Questions d'économie de la santé. 261 2021/09

Moyal A. (2021).
Ambulatory medical care in France: An increasingly constrained autonomy for private healthcare professionals?
Cogito, le magazine de la recherche (Sciences Po). 12 December 2021

DIRECTION DE NUMÉROS SPÉCIAUX

Delpierre A., Alsheltawy R. (2021).
Petites et grandes résistances dans les domesticités,
L'Homme et la Société. 1(214)

Delpierre A., Malmey H., Poblete L. (2021).
Les domesticités dans les pays du Sud,
Revue internationale des études sur le développement. 2(246)

CHAPITRES D'OUVRAGES

Besenal M., Bidet A. (2021).
Digital Work, Disposable Work? When Opportunities to Explore Threaten the Meaning of the Activity, Marc-Eric Bobillier Chaumon, *Digital Transformations in the Challenge of Activity and Work: Understanding and Supporting Technological Changes*, Wiley-ISTE, 155-168

Bonnefon H. (2021).
Concilier protection du patrimoine et aménagement du territoire: L'archéologie préventive saisie par son système politico-administratif,
Anne-Claude Ambroise-Rendu, Stéphane Olivesi, *Patrimoines et patrimonialisation*, Presses Universitaires de Grenoble, 39-60

Faniko K., Le Feuvre N., Sautier M., Tschabuschnig G. (2021).
Les inégalités de genre dans les carrières académiques: quels diagnostics pour quelles actions?
Psychologie du sexisme, deBoeck Supérieur, 193-210

Gaboriau M. (2021).
De la fabrication de la preuve à la décision. Reconnaissance, droit et usage de la maladie professionnelle dans la fonction publique territoriale, Catherine Cavalin, Emmanuel Henry, Jean-Noël Jouzel, Jérôme Pélisse, *Cent ans de sous-reconnaissance des maladies professionnelles*, Presses des Mines, 235-253

Glinel C., Van Zanten A. (2021).
Renouveler les élites: les commissions de recrutement des étudiants par la voie «conventions éducation prioritaire» de Sciences Po et la transformation des modes de sélection dans l'enseignement supérieur (26), *Sélections, du système éducatif au marché du travail: XXV les journées du longitudinal*, Toulouse, 12-13 novembre 2020. Céreq Echanges: 151-163

COMPTES RENDUS, CRITIQUES

Baladé A. (2021).
Compte rendu de Fabian Waßer, Von der «Universitätsfabrick» zur «Entrepreneurial University». Konkurrenz unter deutschen Universitäten von der Spätaufklärung bis in die 1980er Jahre. Francia-Recensio.
Deutschen Historischen Institut (Institut historique allemand), en ligne

Hondermarck, A. (2021).
Jean-Claude Daumas (dir.), Les révolutions du commerce, France, XVIII^e-XXI^e siècles,
Lectures. en ligne

Tartour T. (2021).
Compte rendu de Frédéric Mougeot, Le travail des infirmiers en hôpital psychiatrique,
Sociologie du travail. 63/4

ARTICLES PUBLIÉS DANS DES ACTES DE COLLOQUES / CONGRÈS

Madon J. (2021).
“When we got divorced, I left all my things behind”: How the lifespan of household goods is linked to the biographical trajectory of their owners, 4th Conference on Product Lifetimes and the Environment (PLATE), 26-28 mai 2021, University of Limerick (Irlande). 4th Conference on Product Lifetimes and the Environment (PLATE), online

CENTRE DE SOCIOLOGIE DES ORGANISATIONS



Localisation

1 place Saint-Thomas d'Aquin
75007 Paris

Adresse postale

27 rue Saint-Guillaume
75337 Paris Cedex 07



www.sciencespo.fr/cso



twitter.com/CSO_SciencesPo

Conception – Rédaction

par **Valérie Bonnet-Kebbouche**, Assistante
et **Simon Cordonnier**, Secrétaire général

Avec l'aide **Samia Ben**,
Chargée de communication
et **Anna Egea**,
Ingénieure de recherche et Responsable
des ressources et de l'ingénierie documentaire.

Infographie – Mise en page

Marie-Charlotte David-Brière

Photos

©DR © Martin Argyroglo / Sciences Po © Céline Bansart /
Sciences Po ©Shutterstock: Naglagla / Lee Charlie / Yuganov
Konstantin / Viacheslav Lopatin / Thodonal88 / Charles-Henry
Thoquenne / jaboo2foto / Fotokostic / DesignRage / Komsan
Loonprom / Perfectlab / Kunanonc58c / S.Bonaime / 1024c6a8
/ BearFotos / insta-photos.

Édition
Avril 2022



CENTRE DE SOCIOLOGIE
DES ORGANISATIONS

**1, place Saint-Thomas d'Aquin
75007 Paris**

**Adresse postale
27 rue Saint-Guillaume
75337 Paris Cedex 07**

**www.sciencespo.fr/cso
twitter.com/CSO_SciencesPo**